

La crise de Louvain, du 1^{er} janvier au 31 mars 1968

par Vincent GOFFART,
du comité de direction de la « Revue Nouvelle ».

★

I. LES FAITS

1. « L'offensive » francophone (du 1 au 15 janvier 1968) (1).

L'année s'ouvre sur deux articles de presse. Dans la *Gazet Van Antwerpen*, M. Van Haegendoren, président du « Koordinatiekomitee Leuven », s'élève contre l'ouverture du Brabant wallon à l'Université catholique de Louvain. Ce projet selon lui serait de nature à favoriser la constitution du « triangle du grand Bruxelles » (Bruxelles-Louvain-Wavre). Le thème sera repris dans *De Standaard*. Cependant, *La Libre Belgique* publie une interview de M. De Visscher, vice-président du Conseil académique de l'UCL et doyen de la faculté de droit. L'occasion de cet article semble être le fait que « *saisis par la section française d'un projet d'extension d'une pédagogie (2) qui menace ruine, les membres flamands du conseil (d'administration) et leurs curateurs politiques ont déclaré ouvertement qu'ils refusaient à la section française le droit de procéder au moindre investissement à Louvain... Puisqu'il n'est pas possible d'expulser les francophones de Louvain à la faveur des violences de rues, on tentera désormais de les faire mourir sur place en leur refusant les (moyens)... qui leur sont indispensables...* ». Attaquant « *certains conseillers politiques initiés de fraîche date aux méthodes de la diplomatie bantoue* » et une « *minorité agissante et sans scrupules* » qui se livrerait à « *d'obscurcs manœuvres* », M. De Visscher relève — ce qui est de nature à inquiéter les Flamands — que « *depuis 1962,*

(1) Sources : presse quotidienne et chronologie de l'IBSP, janvier 1968, ronéoté, 41 pp.

(2) Il s'agit du home pour jeunes filles, dénommé « Sedes Sapientiae ».

les effectifs de la section française n'ont cessé de croître de la manière la plus spectaculaire ; en cette année même, le taux d'accroissement est de 16 % par rapport à l'année académique précédente ». Pour M. De Visscher, la déclaration des évêques, du 13 mai 1966, implique « le maintien à Louvain d'une section française complète et maîtresse de ses destinées. Il est vain d'espérer de ses dirigeants un acquiescement au transfert ou un départ sur la pointe des pieds ». Certes l'on admet la création de « candidatures d'un type nouveau » hors de Louvain, mais elles sont « destinées à compléter et non à remplacer celles que les deux sections devront conserver à Louvain » et il n'y aura « pas... d'implantations en dehors de Louvain lorsque du côté flamand on exige que ces implantations soient présentées comme impliquant abandon de notre volonté de nous maintenir ».

La presse flamande accueille cette déclaration comme une « menace de francisation » du Brabant (*Belang van Limburg*) et une « provocation brutale (qui) relancera le problème de Louvain dans une phrase aiguë » (*Het Volk*). Le président de l'aile flamande du PSC, M. Vandekerchove, reprend dans *De Standaard* ce thème de la « provocation ». Pour lui, les francophones, dès l'année 1964-1965, ont souhaité le transfert de leur section. L'élargissement de l'aire d'expansion de l'université, en avril 1965, fut accordé à la demande expresse de la section française confrontée aux lois linguistiques de 1963.

Le 6 janvier, tandis que *La Relève* demande une négociation globale du contentieux communautaire, les fédérations flamandes du Parti socialiste se prononcent pour le transfert. Dans *La Libre Belgique* toujours, M. De Visscher écrit que l'ouverture du Brabant avait été effectivement demandée par la section française pour absorber un « surplus éventuel de population estudiantine pour le cas où la ville de Louvain ne parviendrait plus à (y) faire face ». Mais, ajoute-t-il, « l'extension progressive de la section française dans la direction du sud de la ville a été progressivement déformée par la presse flamande » et les parlementaires flamands jugèrent inacceptable l'implantation à Hamme-Mille, en bordure de la frontière linguistique, à quelques kilomètres de Louvain. Et de répéter : « aucune objection à envisager calmement des implantations hors de Louvain, pour autant que nous soit garanti le maintien à Louvain même d'une section complète », pour conclure : « pourquoi le CVP s'acharne-t-il à obtenir l'accord des francophones à leur expulsion de Louvain ? Les Flamands ne sont-ils pas majoritaires dans ce pays ? Qu'ils aient donc le courage de leurs intentions ».

Le 9 janvier, l'offensive francophone se développe. Après avoir décommandé une conférence de presse prévue pour la veille, le président de l'aile francophone du PSC, M. Parisis, affirme, dans une déclaration

sa « *volonté de défendre l'existence... de l'université de Louvain* » comme université à la fois unie et catholique. Les sociaux-chrétiens francophones, ajoute-t-il, apprécieront si les solutions proposées par le gouvernement, dans le cadre de la loi d'expansion universitaire, « *respectent les données essentielles de leur conception* » ; ils « *prendront leurs responsabilités* ».

Dans l'après-midi, le groupe francophone PSC de la Chambre approuve cette déclaration mais la complète en « *rejetant toute mesure qui entraînerait le départ de Louvain de la section française* ». La presse flamande remarque que M. Parisi n'a pas dit si un transfert porterait nécessairement atteinte à l'unité essentielle de l'UCL : les députés ont tenu à durcir une intervention à laquelle ils reprocheraient d'avoir davantage l'aspect d'un mandement épiscopal que d'une prise de position politique. Cependant *De Nieuwe Gids* se demande ce « *que représente encore l'unité du PSC si l'on est divisé sur le problème essentiel de l'enseignement ? N'a-t-on pas le droit de se demander si le PSC existe encore ?* ».

D'autres réactions se font jour : du côté flamand l'Association générale des étudiants catholiques de Louvain (KVHV) et le comité du 5 novembre (formé de représentants des grands mouvements culturels), du côté francophone l'Association générale des étudiants de Louvain (AGL) et le Conseil de l'ACAPSUL (Association du Corps académique et du Personnel scientifique de l'Université de Louvain) prennent position en sens opposé. Répondant au *Standaard*, selon qui « *l'argument de l'autorité de l'Eglise n'a plus de prise en Flandre* », la *Libre Belgique* des 13-14 janvier y voit un « *anticléricalisme d'un tout nouveau style* ». Le 13, au congrès du PSC de l'arrondissement de Louvain, le Premier Ministre, M. Vanden Boeynants met l'accent sur l'importance de l'effort financier qu'exigera l'expansion universitaire. Pour lui, « *les problèmes entre Flamands et Wallons sont importants, mais c'est l'économie qui est le plus important de tout* ». Le gouvernement, ajoute-t-il, attend le rapport du Conseil national de la Politique scientifique pour examiner d'ici trois ou quatre semaines les décisions qu'il conviendra de prendre en matière d'expansion universitaire.

Durant cette période — pendant laquelle on attend aussi la publication du plan d'expansion de la section française de l'UCL — d'autres événements politiques doivent être cités : malgré les débats gouvernementaux (marqués notamment par le conseil des ministres du 6 janvier) le PSC, qui appartient à la majorité, s'appête à déposer à la Chambre une proposition de loi Parisi, Lefère, Pêtre et Verroken, portant « *réorganisation du pouvoir politique par l'accroissement des attributions conférées aux provinces* », et issue d'un plan Houben (du nom du président du parti) qui a suscité de fortes oppositions dans certains milieux wallons. Tandis que la Commission permanente pour l'amélio-

ration des relations communautaires et linguistiques continue ses travaux, les incidents se multiplient à Beauval, paroisse francisée de la commune flamande de Vilvorde, où l'on s'achemine vers une décision de totale flamandisation. Le conseil des délégués francophones du PSC de l'arrondissement de Bruxelles radicalise ses positions linguistiques, exigeant la suppression du « carcan » et le libre choix du père de famille. On apprend le 15 au matin que, le 31 décembre dernier, les bourgmestres de 18 villes wallonnes ont demandé au gouvernement de faire plus grand usage des possibilités offertes par les organismes européens en matière de reconversion. Le Conseil économique wallon enfin, entreprend de se réformer en vue d'une plus grande efficacité.

Cette première phase se termine le 15 janvier au soir avec la publication du plan d'expansion de la section française de l'UCL, contresigné par tous les membres du conseil académique de la section française. Ce document de huit pages rappelle la déclaration épiscopale du 13 mai 1966, fait l'historique des événements qui ont suivi et prévoit le maintien à Louvain d'une section française complète, « *maîtresse de ses propres destinées et libre de s'y développer sans entraves, à la mesure de ses besoins, tels qu'ils seront définis par ses propres autorités académiques* ». On prévoit pour le reste le développement d'implantations à Bruxelles et Ottignies et la création d'un réseau différencié d'institutions complémentaires avec le concours d'autres établissements catholiques établis à Bruxelles, Namur, Mons et Charleroi.

2. Le début de la réaction flamande (du 16 au 23 janvier 1968) (3).

16 janvier.

Si l'accueil est bon dans la presse francophone, le plan d'expansion provoque de violentes réactions dans la presse flamande. On y parle de « *brutalité* » et de « *grossièreté* » (*De Standaard*), d'« *ultimatum* » (*Gazet van Antwerpen*), de « *provocation* » à la rupture au sein de l'UCL (*Het Volk*). Il semble que le plan n'ait été soumis aux dirigeants de la section flamande que quelques heures avant sa publication, au mieux. Les associations louvanistes flamandes de professeurs (VVP), de chercheurs (LOVAN), des étudiants catholiques (KVHV) et des cercles facultaires (FK) protestent. Cette dernière organisation note que si les évêques ne prennent pas leurs distances à l'égard de la « *prise de position bruxelloise sur le triangle d'expansion... il y aurait de graves conséquences pour le catholicisme en Flandre* ». Le conseil

(3) Sources : cf note 1.

académique de la section flamande, en l'absence de deux membres moins radicaux, NN.SS. Onclin et Dondeyne, estime unanimement que le plan met l'accent sur des implications politiques et « pseudo-religieuses » au mépris des impératifs universitaires et des aspirations flamandes.

La rue parle à Louvain. Une manifestation réunit 500 étudiants. Des éléments du Syndicat des étudiants (flamands), le SVB, formé il y a deux ans, présentent le plan comme émanant d' « une bourgeoisie qui veut une université de caste ». Le mot de « révolution » est lancé. Cris contre les évêques et M. Woitrin, administrateur général de la section française. Demande de démission de M. De Somer, prorecteur de la section flamande, et du conseil académique de la même section. Des sapins et des meubles sont mis en feu dans la rue après que des locaux universitaires aient été saccagés. Intervention de la gendarmerie, usant d'autopompes, mais aussi, selon *La Libre Belgique* elle-même, de coups de talons de bottines dans la figure. Selon le même journal un photographe de presse est frappé. Le Premier Ministre a un entretien avec M. Vanderpoorten qui, à l'Intérieur, est chargé du maintien de l'ordre.

17 janvier.

Le 17 est marqué par une grève des cours, totalement suivie par les étudiants flamands qui tentent également d'empêcher certains cours de la section française. Des bagarres entre étudiants font plusieurs blessés légers. Des étudiants francophones ont dû intervenir pour protéger leurs professeurs. Les slogans demandant la démission des autorités universitaires flamandes sont repris. S'y joignent des mots d'ordre contre le recteur, Mgr Descamps, et le capitalisme, lors d'une nouvelle manifestation dans l'après-midi. La police fait évacuer un auditoire. Arrestation de Paul Goossens du SVB et de Jef Dauwe du KVHV. En soirée meeting du comité du 5 novembre. Après le « *Vlaamse leeuw* » et le « *We shall overcome* », M. Van Haegendoren, au nom du Davidfonds catholique fait une distinction entre la Wallonie — qui n'est pas visée — et la bourgeoisie bruxelloise. Pour le Willemsfonds libéral, le professeur Verhulst fait état d'une entrevue entre les membres du comité du 5 novembre et le Premier Ministre ; celui-ci aurait estimé que le transfert était dans la logique de l'histoire. Autres discours de M. Gerlo au nom du Vermeylefonds et de M. Vandebussche du cercle des sciences politiques et sociales (Politika). Soixante arrestations ont été faites dans la journée. La presse francophone du lendemain fera état de la présence d'agitateurs d'extrême-gauche. Cependant, dans la nuit, des commandos s'en prennent aux demeures de cinq

membres du conseil académique de la section française. Deux cocktails Molotov sont jetés dans les locaux de l'administration générale.

Sur le plan politique, on note que *Le Journal de Charleroi*, faisant écho à la visite du gouverneur de la province, évoque la possibilité d'implantations universitaires dans la ville (4). Dans une très importante déclaration au *Standaard* le prorecteur De Somer donne une intéressante interprétation de l'affaire de la Sedes qui avait été, semble-t-il, à l'origine du raidissement francophone : « un crédit a été demandé ... pour l'extension de la pédagogie ... et, normalement, il n'y aurait pas eu d'objections à cela. Les administrateurs flamands ont cependant estimé qu'il fallait d'abord éviter toute équivoque en matière d'expansion globale. Ils bloqueraient le crédit de la Sedes Sapientiae jusqu'à ce que soit fait » c'est-à-dire en attendant la publication du plan d'expansion, dont le président de l'aile flamande du PSC, le 5, s'étonnait qu'il ne fut pas encore prêt. Quant au plan lui-même, M. De Somer le rejette. Plus, il estime avoir été « trompé ». « Il était ... clairement convenu qu'il n'y aurait plus d'implantations importantes à Louvain pour la section française... Un an et demi après, la section française exige de nouveau la liberté complète pour investir à Louvain ». Etant donné le manque de concertation entre les deux sections, il faut en finir avec l'hypocrisie unitaire ; au pouvoir politique d'intervenir et de trouver une « solution concrète ».

M. De Somer et Mgr Maertens, vice-recteur, font également des déclarations à la *Gazet van Antwerpen*, avec MM. Verroken, Lefèvre, Jorissen et Van Haegendoren. Tandis que les étudiants sociaux-chrétiens francophones de Louvain approuvent le plan, les CVP-jongeren invitent les groupes parlementaires à représenter la proposition de loi Verroken et, à défaut d'un transfert, de refuser le vote du budget de l'Education nationale. Des réunions se succèdent : les bureaux du PSC de la Chambre et puis du PSC lui-même temporisent, attendant une décision du conseil d'administration de l'UCL (qualifié d'« organe responsable »), dont le bureau se réunit lui aussi. Au PSC, on met l'accent sur l'unité du parti.

18 janvier.

Cette attitude est reprise par les bureaux des groupes CVP (sociaux-chrétiens flamands) de la Chambre et du Sénat, pour lesquels le conseil

(4) Nouvelle manifestation du « lobby » carolorégien. Le 8 janvier, au cercle « Mars et Mercure », M. Knoops, alors PSC mais futur député du Rassemblement wallon, rompt une lance pour une université complète à Charleroi. F'in 1967 le comité d'arrondissement du PSC de Charleroi, dominé par les éléments démocrates et « Rénovation Wallonne » avait voté une motion préconisant le choix de Charleroi au cas où la section française devrait quitter Louvain.

d'administration de l'UCL reste le seul organe qualifié en matière d'expansion. Sur le fond, les bureaux se prononcent pour le transfert et, faute d'une décision en ce sens du conseil d'administration de l'UCL dans un délai d'un mois, « ils assureront leurs responsabilités politiques » en ce qui concerne « l'expansion universitaire et la réglementation linguistique dans l'enseignement supérieur ». Pour le reste, compréhension à l'égard des étudiants, mais désapprobation de la violence. A l'occasion de la nouvelle année, M. Houben donne une réception et s'inquiète : « on ne voit pas comment le pays serait gouvernable si le PSC devait disparaître ou éclater ». Brève discussion, à la Chambre, sur le maintien de l'ordre à Beauval et Louvain. M. Derinne du VVP (professeurs flamands) considère dans *Gazet van Antwerpen* que les francophones ont outrepassé la déclaration des évêques, ce qui rend les mains libres pour étendre la législation linguistique à l'université, et exiger un transfert en Wallonie et non à Bruxelles. Dans l'attente d'une décision de principe, il faudra refuser de voter le budget de l'Education nationale.

A Louvain, une association de défense des intérêts locaux, animée par des commerçants, publie une déclaration sur les pertes (estimées à 300 millions par an et plusieurs centaines d'emplois) qu'un transfert causerait à la ville. Grève et tentatives de boycott se poursuivent. Intervention de la gendarmerie, nouveaux blessés légers. Des professeurs francophones, dont M. de Visscher, sont pris à partie. Six cents personnes participent à un meeting, au cours duquel est réclamée la libération de Paul Goossens (Jef Dauwe ayant été libéré), tandis qu'Etienne Durt, du Comité d'action syndicale, correspondant francophone du SVB, vient contester que le plan d'expansion émanant de « représentants de la haute église et de la haute finance » soit de l'intérêt du peuple wallon (5). La manifestation réunit 1.500 étudiants et provoque de nouvelles interventions de la gendarmerie. Le soir, le bourgmestre interdit les rassemblements de plus de cinq personnes. Les journaux muraux fleurissent dans tout Louvain.

On note de nouvelles protestations émanant des étudiants de Saint-Ignace à Anvers et des cercles facultaires gantois qui annoncent des grèves de cours. Autres réactions de la Ligue flamande des familles nombreuses, du comité des éperons d'or de Bruges, de l'« Aktie Universitaire Expansie » de Gand et des étudiants de l'école sociale de Héverlée. La LOVAN (chercheurs) et le SVB protestent contre l'arrestation de Goossens (confirmée pour un mois), contre les perquisitions à son

(5) E. Durt est qualifié de « traître » dans *La Libre Belgique*. Il sera attaqué et blessé par des étudiants francophones d'extrême-droite.

domicile, et demandent deux universités démocratiques, l'une en Flandre l'autre en Wallonie. L'AGL francophone est solidaire des autorités académiques, se prononce contre toute suspension des cours de la section française et réclame une extension de la cogestion.

19 janvier.

A l'issue du conseil des ministres, le gouvernement affirme son souci prioritaire de maintenir l'ordre. Le Premier Ministre déclare que ses entretiens avec le comité du 5 novembre n'ont pas donné lieu à une prise de position du gouvernement, celui-ci attend le rapport de la commission spéciale du CNPS.

Le conseil académique et le conseil financier de « Leuven-Nederlands » rejettent le plan francophone dont ils n'ont pas eu préalablement connaissance, réclament un transfert progressif et planifié, font appel aux instances politiques et, tout en comprenant les étudiants, réprouvent la violence. Mgr Onclin, quoique présent, ne signe pas le document. Une réunion commune du VVP, de LOVAN et des organisations étudiantes décide d'accentuer la pression sur les autorités académiques. Les professeurs se rallient à une grève de huit jours. Au cours d'un meeting les étudiants sont invités à rester à Louvain pendant le week-end, des délégations étant attendues. Menace de « tout casser » si une solution n'intervient pas la semaine suivante.

Tandis que le bureau national (francophone) des Jeunes Sociaux-Chrétiens appuie le maintien de même que le Comité d'Action nationale, lequel regroupe surtout des francophones de Flandre et met en cause des « éléments révolutionnaires », l'Académie royale de langue et de littérature flamandes demande l'application des lois linguistiques à l'enseignement supérieur. Huit cents étudiants dans la rue à Courtrai, 2.500 à Anvers (Saint-Ignace et Centre de l'Etat, en grève). A Gand, MM. Craeybeckx (PSB), Verroken (président du groupe CVP de la Chambre, Coppieters (Volksunie), Verhulst (PLP) et Turf (PC) participent à une réunion pour un front flamand unique sur Louvain et Bruxelles. Le bureau politique du parti communiste affirme qu'il appartient au Parlement de régler le sort de l'UCL.

Dans la nuit de vendredi à samedi, nouveaux attentats avec cocktails Molotov contre la « Centrale », local des étudiants de la région du Centre (6), qui avait déjà fait l'objet d'autres attaques.

(6) La « Centrale » était le lieu de rendez-vous de « durs cogneurs » à l'estime du *Standaard* et, en fait, d'éléments d'extrême-droite qui, précédemment s'en étaient pris

20 janvier.

Dans *Gazet van Antwerpen*, protestations contre les brutalités policières et les arrestations massives. *Le Peuple*, organe du PSB, se prononce pour le transfert, les facultés de théologie et de philosophie étant maintenues. Le *Belang van Limburg* pense que la décision d'installer un cyclotron à Ottignies, prise avant la publication du plan d'extension, annonçait l'acceptation du transfert, la résistance actuelle n'étant peut-être justifiée que par le souci d'obtenir le maximum de compensations.

Au congrès du MPW du Brabant wallon, M. Genot voit dans l'affaire de Louvain la preuve qu'il n'est plus possible de défendre la Wallonie dans le cadre unitaire. Tandis que les diplômés francophones en sciences économiques, sociales et politiques affirment leur soutien à Mgr Massaux, prorecteur de la section française, le conseil national du Davidfonds demande le transfert au conseil d'administration de l'UCL. L'Union des étudiants communistes, y compris ses sections bruxelloise et wallonnes, prend fait et cause pour les étudiants flamands. En sens inverse, l'ACAPSUL et le comité central des comités de défense de Louvain, qui entend cependant ménager des possibilités d'extension en Wallonie. La grève des cours continue à Anvers. Les associations étudiantes de Gand protestent contre la conduite des forces de l'ordre et réclament la libération de Goossens. A Louvain même, la LOVAN se prononce pour la grève générale, des tracts du comité d'action pour l'expansion universitaire sont distribués devant la gare. Après de nouvelles attaques contre la « Centrale », un auditoire est incendié dans la nuit de samedi à dimanche.

21 janvier.

Confirmation : seules des messes unilingues flamandes pourront avoir lieu dans l'église de Beauval à partir du 4 février. Mgr Suenens appelle à l'unité et au dialogue.

A l'issue du conseil des ministres (siégeant à Knokke pendant le week-end, sur la relance économique, à l'égard de laquelle les projets du ministre Urbain ont soulevé une tempête de protestations en Flandre), le gouvernement annonce qu'il maintiendra l'ordre. A l'initiative de la section flamande, une réunion du conseil d'administration et des curateurs de l'UCL se tient, sans succès. Le conseil académique flamand regrette que son appel au calme n'ait pas été suivi ; il décide la suspension des activités universitaires du 22 au 27 janvier. Mgr Onclin,

et à des locaux flamands et à des locaux francophones, notamment à celui de la Paroisse universitaire après une prise de position de certains de ses éléments sur la guerre du Vietnam.

membre de ce conseil et doyen de la faculté de droit canon, veut prendre l'avion pour Rome mais en est empêché par le brouillard. Ce départ serait reporté au jour suivant. Les recteurs des facultés catholiques de Mons et de Namur se déclarent solidaires des autorités francophones et rejettent la violence.

Un Conseil national des Etudiants (flamands) est créé, réunissant les associations des différentes institutions universitaires et supérieures, pourtant déjà associées au sein du VVS, Association des étudiants flamands, qui n'en continue pas moins d'exister.

22 janvier.

La Libre Belgique note qu'en une semaine 500 arrestations ont été opérées dont 35 maintenues. Elle demande une répression plus sévère contre « *les jeunes émeutiers flamands et les révolutionnaires d'extrême-gauche* ». Selon *Pan*, un plan Vanden Boeynants est exposé aux évêques qui demandent une semaine de réflexion. Différents groupes d'anciens de la section française envoient des télégrammes aux responsables de la section. L'AGL demande une solution scientifique et globale, et se prononce contre toute intervention politique qui empêcherait le dialogue. Une assemblée extraordinaire de l'ACAPSUL se prononce pour le maintien.

Il ne resterait qu'un millier d'étudiants flamands à Louvain, contre 900 gendarmes qui contrôlent les entrées dans les bâtiments, où les étudiants francophones — qui ont formé quelques groupes de protection — continuent de suivre leurs cours. Nouvelles manifestations, meetings. Conférence de presse du Conseil national des Etudiants flamands. M. Vandenbussche, du cercle « Politika » condamne la suspension des cours par laquelle « *De Somer a tiré dans le dos des étudiants* ». Les actions sont nées de la base. Le mot d'ordre de grève, qui « *n'a plus de sens* », cède le pas à des manifestations diverses, notamment dans le secondaire et aux portes des usines. Des contacts ont été pris avec les partis. « *Notre action est menée contre le gouvernement de l'Eglise et du capitalisme actuellement au pouvoir et que nous voulons voir tomber. Nous attendons du gouvernement une déclaration formelle sur la scission et sur l'érection d'une université démocratique flamande à Louvain et d'une université démocratique française en Wallonie* ». M. Vandenbussche harangue ensuite un millier d'élèves de l'enseignement moyen à Tirlemont (manifestation). Incidents à Malines où des tracts du Comité de lutte-Louvain ont été distribués dans les écoles : plusieurs centaines d'étudiants se dirigent vers le palais archiépiscopal. A Bruxelles, 250 étudiants, notamment de la Sint-Lucasschool, parcoururent la rue Royale et se livrent à des « actes sacrilèges » autour du

monument au soldat inconnu, avant d'être dispersés (68 arrestations). On apprendra que l'autonomie communale et le manque de coordination des différentes polices ont empêché toute intervention rapide. A Gand, l'Association générale des étudiants décide la grève pour les jours suivants. L'Association des professeurs flamands de Louvain crée des commissions d'assistance judiciaire et d'enquête sur les brutalités policières ; elle fait appel à la Commission des droits de l'homme.

Dans la journée est paru le troisième numéro de *Revolte*, organe du SVB, qui attaque M. De Somer et s'en prend aux « *manœuvres de diversion* ». La revue donne la recette du cocktail Molotov et la liste des véhicules de la gendarmerie. En soirée nouvelles attaques contre « La Centrale ». Deux étudiants flamands sont blessés par plombs. Arrestations.

23 janvier.

Tandis qu'à Bruxelles la conférence des bourgmestres décide l'installation d'un conseil d'agglomération « de fait » pour les 19 communes, le vice-président du parti socialiste considère, dans *Volksgazet*, que l'unilinguisme de l'enseignement supérieur est logique et qu'il ne s'agit pas d'y échapper avec l'argent du pays.

Le bureau du conseil académique de « Leuven Nederlands » demande au Premier Ministre et aux présidents flamands des *différents* partis ou ailes de parti — ce qui aurait provoqué un « froid » au CVP — leur intervention pour un examen du problème au Parlement. Réunions des bureaux des groupes parlementaires du CVP, où l'on envisage de faire appel à la commission spéciale de conciliation, prévue à l'article 29 des statuts de l'UCL, mais dont les membres n'ont pas encore été désignés.

Manifestations « houleuses » à Gand (avec participations communiste et Volksunie), Anvers (pamphlets distribués contre les « 3 K » : *Kapitaal, Kerk, Koning* », (capital, Eglise et Roi), à Mol, Geel, Lommel, ainsi qu'à l'ULB avec M. Gerlo du Vermeulenfonds et du VVP.

A Louvain, où la Chambre du conseil vient de libérer les étudiants arrêtés (mais le Parquet fait appel pour trois d'entre eux, dont Goossens, qui resteront emprisonnés), manifestations de collégiens, grève à l'académie des Beaux-Arts. Tandis que le KVHV (association des étudiants catholiques flamands) condamne les « *agitateurs* », conférence de presse du VVS (Association nationale des étudiants flamands). On y demande des « *universités démocratiques* » en lieu et place des « *universités libres... au service du capitalisme américano-bruxellois*, (où l') *on forme les futurs serviteurs du capital* ». D'autres interventions font état d'une invitation du Parti wallon des Travailleurs (petit parti d'extrême-gauche qui vient

de se déclarer solidaire des étudiants flamands en lutte contre « *le carcan des institutions de la société capitaliste* »), en vue de meetings d'étudiants flamands dans les usines de la région de Liège. « *Le Leuven vlaams n'a été qu'une occasion. C'était la porte pour faire connaître à la grande masse la démocratisation indispensable... La tendance générale est à la création d'universités pluralistes et démocratiques... Notre premier but... est de renverser le gouvernement conservateur et d'amorcer un front ouvrier* ».

3. Les dernières tentatives (du 24 janvier au 4 février) (7).

24 janvier.

La Libre Belgique fait état de la possibilité de trouver des solutions « *techniques* » pragmatiques et pense que c'est la notion même d'université catholique qui est mise en cause, y compris pour « *Leuven Nederlands* », le nationalisme flamand ayant joué un rôle d'apprenti-sorcier. *Pan* croit MM. De Visscher et Persoons responsables de l'affrontement. Le premier serait d'opinion libérale, le second lié à « *Rénovation wallonne* ». L'un et l'autre, selon cet hebdomadaire, auraient davantage voulu profiter des conséquences politiques d'un éventuel transfert plutôt que tenter de le prévenir, leurs déclarations et actions le rendant au contraire plus inéluctable. Selon *Spécial*, M. De Somer se considère comme le recteur d'une université néerlandaise pleinement autonome. Son papier à lettres porte la mention « *Rectoraat* » : « *nous avons voulu mettre les évêques et nos collègues francophones devant le fait accompli. Il y a deux universités entièrement distinctes et même contradictoires à Louvain* ». Dans *Le Peuple*, M. Collard, président du PSB, rappelle que le problème de Louvain ne peut trouver une solution que dans le cadre général de l'expansion de toutes les universités en tenant compte des impératifs financiers. L'archevêché de Malines dément une information du même journal selon laquelle des contacts auraient été pris avec le Vatican en vue d'un changement du statut de Louvain et d'un abandon partiel des droits du pouvoir organisateur (c'est-à-dire des évêques).

A Louvain, constitution de la commission de conciliation statutaire, « *à la suite des demandes de certaines personnalités influentes* ». Présidée par M. Leemans, commissaire général de l'université, elle comprend d'une part MM. De Schrijver, ministre d'Etat, et Collin, président de

(7) Sources : presse quotidienne ; chronologies de l'IBSP, janvier 1968, ronéoté, 41 pp. et février 1968, ronéoté, 56 pp.

la Kredietbank, d'autre part MM. Oleffe, président du Mouvement Ouvrier chrétien, et Godeaux, appartenant aux milieux financiers.

L'Université libre de Bruxelles dément que son conseil d'administration ait, la veille, accepté de lier l'extension de l'ULB sur le site bruxellois de la plaine des Manœuvres à l'ouverture de l'ensemble du Brabant aux deux sections de l'UCL. La section flamande de l'ULB est en grève.

A la Chambre la proposition de loi Coppieters, ex-Verroken, sur l'emploi des langues dans l'enseignement supérieur est prise en considération. Par « *confiance à l'égard du Premier Ministre* » le PSC wallon s'abstient. Le PLP vote « pour », considérant que cette formalité n'engage pas le fond. Votent contre : MM. Cudell (PSB), Mundeleer (PLP), le parti wallon et le FDF. Au PSB, M. Van Acker et Glinne votent pour, les autres députés quittant la séance après avoir constaté l'absence de deux ministres sociaux-chrétiens francophones, MM. Wigny et Urbain, pourtant députés.

A la réunion du groupe PLP de la Chambre, le président Vanaudenhove a déclaré : « *aussi longtemps que je serai président du parti, je n'admettrai pas qu'un membre du parti vote une loi qui organise pratiquement l'expulsion des francophones de Louvain* ». Parlant à Louvain, il dit : « *On ne pourra jamais compter sur le PLP pour pactiser avec ceux qui veulent l'éclatement de Louvain... Le PLP souscrira à toute solution qui serait préconisée par le pouvoir organisateur* » pour autant qu'elle ne soit pas en contradiction avec les intérêts des autres universités. A Bruxelles, M. Persoons, du comité national du PSC, déclare aux « Amis de Louvain » dont il est président, qu'il n'y a « *pas de majorité gouvernementale possible sur la base du déménagement* ». Le bureau du PSC tient une réunion sans résultats.

Piquets de grève et manifestations dans l'enseignement moyen à Anvers. A Gand 4.000 étudiants manifestent (« *les seuls partis soutenant à fond notre lutte sont la Volksunie et le parti communiste* »). Autres manifestations à Bilzen (3.000 personnes), Hasselt, Genk, Saint-Trond, Saint-Nicolas (2.000 personnes) et Ostende, avec beaucoup d'élèves de l'enseignement moyen. A Bruxelles, manifestations d'étudiants flamands à Anderlecht et à l'ULB où les francophones, après une bagarre, interrompent la réunion. A Louvain même, l'enseignement moyen manifeste. Une nouvelle tentative de boycott des cours francophones échoue. Des représentants francophones de l'Union étudiante syndicale de l'ULB et de l'INSAS (arts du spectacle) participent à un meeting flamand. Solidarité des élèves et professeurs du petit séminaire d'Anvers. Les professeurs flamands demandent au groupe parlementaire CVP de prendre une position claire.

Les jeunesses syndicales et le syndicat (francophones) des étudiants PLP condamnent la « *crise d'autorité* » et la « *renaissance du nazisme* ».

25 janvier.

Tandis que *La Libre Belgique* se félicite de l'attitude du PLP, *Het Volk*, *Gazet van Antwerpen* et *De Standaard* s'inquiètent de l'action d'agitateurs d'extrême-gauche à Louvain. Ce dernier quotidien fait état d'une démarche de M. De Somer contre *Révolte*, organe du SVB. Dans *Volksgazet*, M. Van Eynde se demande si, le pouvoir organisateur ne pouvant prendre ses responsabilités, « *on ne peut pas exiger que le pouvoir payant, c'est-à-dire les pouvoirs publics, acquière le contrôle complet et le droit de décision le plus total sur des institutions qui ne sont plus libres qu'en apparence* ».

M. Leemans, de la commission de conciliation, reçu par le Premier Ministre, lui fait part qu'il a « *mission de rechercher, en partant des possibilités de fait, la meilleure solution possible* ». Les ailes parlementaires flamandes du PSC font appel au gouvernement pour organiser le transfert, et annoncent un débat parlementaire ; elles s'adressent également aux autorités de l'UCL pour qu'elles prennent leurs responsabilités ; nouvel appel au calme. La presse remarquera qu'il n'est pas question ici d'un délai quelconque. Par ailleurs le comité national du PSC condamne la violence et admet son désaccord pour le reste. Des contacts seront pris avec M. Leemans. M. Victor Michel, secrétaire-général du Mouvement ouvrier chrétien, a quitté la séance, l'ordre du jour des parlementaires flamands ne lui ayant pas été communiqué. De leur côté les groupes parlementaires du PLP approuvent les déclarations de M. Vanaudenhove, mais M. Mundeleer quitte la séance après avoir demandé si le blanc-seing accordé aux évêques vaudrait toujours au cas où ils céderaient.

Tandis que le Mouvement unifié belge des Etudiants francophones (MUBEF) et la VVS flamande créent une commission commune pour poursuivre le dialogue sur l'expansion universitaire, l'AGL condamne le transfert, affirme que les vrais problèmes sont structurels (démocratisation, etc...) et réitère son opposition à toute solution politique qui, selon elle, empêcherait le dialogue. Nouvelle prise de position de l'Association pour la défense des intérêts louvanistes. Vingt étudiants de l'Institut catholique des Hautes Etudes commerciales se livrent à une manifestation de « réparation » au soldat inconnu.

Nouvelles manifestations d'écoliers et d'étudiants flamands, dans toute l'agglomération bruxelloise, en Campine, à Anvers, à Turnhout (1.500 personnes), Courtrai, Grammont (1.500). Les grèves dans de nombreux collèges, athénées et lycées provoquent des réactions de la confédéra-

tion des associations de parents, de la direction du Secrétariat national de l'enseignement catholique et des ministres de l'Education nationale. Au commissariat de police de Forest, un étudiant retenu pour vérification d'identité se jette par une fenêtre à six mètres du trottoir. Après un meeting (3.000 personnes) à Héverlée (cris contre le PLP et le gouvernement) la foule, dans laquelle on reconnaît des mineurs du Limbourg, réussit à pénétrer dans Louvain, quoique les manifestations aient été interdites et que la ville soit complètement encerclée par les forces de police. Il y aura plusieurs blessés, 675 arrestations, et de nouvelles perquisitions aux sièges des mouvements étudiants. Les représentants du VNSU et du SVB ont exigé la démission du « *gouvernement conservateur* ».

26 janvier.

Le Premier Ministre part à l'étranger prendre quelques jours de repos ; il a communiqué à M. Leemans que, selon le gouvernement, « *les autorités compétentes* (les évêques) *doivent assumer leurs fonctions dans les meilleurs délais* ». On annonce que le rapport du CNPS pourrait être prêt à la fin février. Entretiens entre M. Leemans et MM. Houben, Parisis et Vandekerchove pour le PSC.

Contre les manifestations : le Front de l'Indépendance, qui dénonce les « *provocations* » d'« *éléments néo-nazis* », le conseil communal de Schaerbeek (affaire du soldat inconnu), l'Association générale des étudiants catholiques de Gand et l'Alliance démocratique des étudiants flamands, principalement implantées à Gand elle aussi. Cependant 6.000 manifestants campinois se réunissent dans la même ville. Autres manifestations à Malines (2.000) et Bruges, où ont lieu des grèves des cours, ainsi qu'à Bruxelles, Ostende (3.000), Dixmude, Furnes, Renaix, Courtrai, et Alost. A Anvers, des membres du SVB expliquent la portée de leur lutte aux travailleurs de cinq grandes entreprises et distribuent des tracts dans la zone portuaire. Nouveaux meetings à Louvain.

27 janvier.

De *Standaard* pense que l'opinion flamande refusera tout compromis. *Belang van Limburg* et *Gazet van Antwerpen* relèvent que « *puisque le professeur Leemans a toute liberté de chercher une solution, la déclaration épiscopale est définitivement dépassée* ». Selon *La Cité* et *Het Volk*, tous deux liés aux syndicats chrétiens, Louvain n'est qu'un aspect d'un problème communautaire global. *La Relève* se prononce pour « *la pluralité des implantations tout en gardant à Louvain même la tête du système, et en particulier les éléments d'intégration philosophique et*

théologique ». Selon *Le Soir* la commune d'Ottignies a approuvé des propositions tendant à l'érection d'un campus sur son territoire. *La Libre Belgique*, qui critique le rôle joué par M. Leemans dans le cadre d'une mission théoriquement collégiale, publie une interview du sénateur de Stexhe, rapporteur des lois de 1963, selon qui le CVP s'était, en 1963 et 1965, formellement engagé à assurer « *la vie et l'épanouissement* » de la section française. Le compromis, élaboré au sein d'une commission du parti (avec, notamment, M. Verroken) fut approuvé par le comité national du parti avant d'être intégré dans les lois de 1963 que tous considéraient alors comme un point d'aboutissement, et non comme « *une rampe de lancement pour de nouvelles revendications* ». Jamais, selon le sénateur, les francophones n'ont manifesté leur intention de quitter Louvain au moment de la préparation de la loi d'expansion de 1965. Les extensions à Courtrai, Woluwé et Wavre étaient uniquement fondées sur des impératifs scientifiques et techniques.

Parlant à Etterbeek, le ministre PLP Grootjans met l'accent sur les implications financières et pense « *qu'une immixtion directe de l'Etat dans les destinées de l'UCL créerait un grave précédent* ». Par contre le VVP (professeurs) refuse toute solution élaborée par le pouvoir organisateur : l'affaire est politique et relève du Parlement. La section louvaniste de l'association décrète une nouvelle grève d'une semaine et exige « *pour le 23 février au plus tard une décision radicale de principe... qui donne satisfaction à la communauté flamande* ». Nouvelles grèves et manifestations de collégiens à Alost, Turnhout, Termonde, Ypres et Dixmude. A Anvers, des tracts attaquent les autorités ecclésiastiques et prônent la violence.

28 janvier.

Messe d'adieu des francophones de Beauval. Réunion des évêques (en l'absence du recteur Mgr Descamps, selon *La Libre Belgique*). Selon *Le Soir*, M. Leemans préconise le blocage des investissements de la section française à Louvain, le transfert de deux facultés à Ottignies et une trêve de dix ans. Pour *La Libre Belgique* qui le jugera inacceptable, « *le sommet du gouvernement et la tête du PSC ne sont pas étrangers* » au plan, qui sera rejeté par les deux parties.

« Rénovation wallonne », catholique et fédéraliste, affirme seul admissible un règlement global du contentieux communautaire. Le congrès de l'association nationale des étudiants PLP demande une solution « *dans une optique réellement universitaire* », mais les étudiants libéraux d'Anvers, Gand et Bruxelles votent une motion de minorité demandant le transfert. De part et d'autre on refuse l'ouverture du Brabant. Le conseil académique de la section flamande de l'UCL regrette qu'aucune

solution ne soit en vue et que le corps professoral, le personnel scientifique et les étudiants veuillent poursuivre la grève. Souhait d'une normalisation rapide. Mais de leur côté, la VVP, LOVAN et le comité d'action des étudiants confirment leurs positions antérieures et annoncent une « *action plus rigide* ». Incidents rue des palais à Schaerbeek, où la police tente d'enlever, depuis la veille, les calicots « *Leuven is vlaams* » arborés sur la façade de l'immeuble occupé par le parti communiste de M. Grippa (tendance « chinoise »).

29 janvier.

Dans *Het Volk*, le député Verroken conteste les affirmations du sénateur de Stexhe. Les bureaux des groupes parlementaires du CVP chargent le même M. Verroken, leur chef de file à la Chambre, d'interpeller d'urgence le gouvernement. M. Leemans annonce qu'il continue sa mission. Le bureau des Jeunesses socialistes (francophones et flamands) appuie le transfert qui devra se faire « *sans charge supplémentaire pour la collectivité* ». Le bureau national des Jeunes Sociaux-Chrétiens (francophones) demande la convocation de tous les mandataires nationaux et provinciaux du PSC wallon et affirme que le problème ne pourra être résolu en dehors d'une solution globale du contentieux économique, institutionnel et social. A Namur le prorecteur Massaux défend le concept de « *réseau universitaire diversifié* ».

Tandis que *La Libre Belgique* craint un rassemblement du PSB et du CVP « *sous le signe du laïcisme et du fédéralisme* », à Louvain un premier meeting voit MM. Merckx du cercle médical et Vandebussche de « *Politika* » attaquer le plan Leemans et toute implantation nouvelle dans le Brabant. Un second meeting est organisé par le Front unique de Leuven Nederlands. Devant 2.500 participants, M. Derinne pour le VVP affirme que « *les évêques doivent se ranger au côté de leur peuple... enterrer leur mandement du 13 mai... nous continuerons jusqu'à la crise ministérielle* ». M. Janssen, du LOVAN, dénonce la « *manœuvre des francophones qui a pour seul but d'obtenir une intervention financière maximale des autorités* ». M. Vandebussche, pour le Comité d'action étudiante, réclame deux universités démocratiques et cogérées. Tandis que la grève continue, tournées d'explication en Flandre des professeurs du VVP et des étudiants, qui prennent la parole devant les mineurs du Limbourg à Waterschei, Winterslag, Beringen et Eisdén. Incidents à Courtrai où des piquets de grève tentent d'empêcher les examens partiels.

30 janvier.

M. Leemans réunit la commission de conciliation. Réunion du conseil académique de la section française. Les membres francophones du comité

national du PSC refusent de prendre position : « *la procédure au sein de l'université n'est pas épuisée* » ; l'aile wallonne est cependant « *unanime à considérer que ne peut être remis en question l'accord élaboré et conclu en 1963, et prévoyant le maintien de deux sections à Louvain* ». Les membres estiment de plus, selon *La Libre Belgique*, que l'ensemble du contentieux communautaire doit être repris. Le comité d'arrondissement du PSC de Charleroi, favorable au maintien d'une section française complète à Louvain, ne participera pas au congrès national du PSC prévu pour le 17 février et en demande le report. Il préconise un rassemblement des dirigeants du PSC wallon « *pour déterminer ensemble le contentieux wallon* ».

La Volksunie proteste contre les « *violations des libertés constitutionnelles* » par les forces de l'ordre. Réunion des ministres du PLP. Le comité des jeunesses PLP de Louvain soutient la section française. Dans *Volksgazet*, M. Van Eynde annonce un soutien tactique du PSB à l'interpellation Verroken : « *le premier but de toute opposition (est) la chute du gouvernement* ». Le KWB (Equipes populaires, à la gauche du Mouvement ouvrier chrétien flamand) se prononce pour le transfert. Au Vlaamse club de Bruxelles, M. Daels, pour le comité du 5 novembre, demande une déclaration des évêques indiquant que le mandement du 13 mai 1966 est dépassé, une déclaration gouvernementale en faveur d'un transfert en Wallonie à l'exclusion de Bruxelles et, dans le cas d'une carence, des initiatives parlementaires (interpellations, refus de toute discussion budgétaire, etc.). Selon l'orateur la mission Leemans « *n'offre, en principe, aucune issue* ». Une manifestation « *à caractère spécial* » sera organisée si aucune solution acceptable n'est trouvée au 23 février.

Mise en liberté des trois étudiants encore détenus, dont Paul Goossens.

Manifestations à Malines, Ypres, Gand, Audenaerde et Louvain, où, dans la nuit, un attentat a lieu contre la maison du député PLP Sprockeels, représentant des commerçants et adversaire du transfert.

31 janvier.

Dans *Spécial*, qui note l'importance croissante d'un SVB minoritaire, le député Verroken insiste sur la nécessité d'une initiative parlementaire qui n'implique ni les évêques ni le gouvernement, et pense qu'on pourrait convenir de discuter le problème de Louvain dans le cadre du contentieux communautaire global. *La Libre Belgique* publie le texte d'un tract du SVB (en annexe). M. Van Eynde, dans *Volksgazet* titre « *Leuven... tot de val van de regering* » (Louvain... jusqu'à la chute du gouvernement ?).

Nombreuses réunions au PSC. Au groupe CVP de la Chambre, selon M. Verroken, il y a accord pour demander que l'interpellation soit développée d'urgence, c'est-à-dire le 6 février, l'urgence étant également demandée par deux autres interpellateurs MM. Mundeleer (PLP, mais franc-tireur) et Coppieters (Volksunie). Le texte même de la motion ne sera pas rédigé avant cette date, tout pouvant dépendre des événements. On estime que le problème de Louvain, étant politique, n'est plus de la responsabilité des évêques. Selon M. Théo Lefèvre, d'ailleurs absent, des personnalités présentes auraient souhaité que l'on ne brusque rien. Tandis que les députés francophones, de leur côté, manifestent leur solidarité avec les positions de l'aile wallonne et s'élèvent contre la « *violation unilatérale d'engagements solennels* », le président du parti, M. Houben, reçoit les présidents et secrétaires des fédérations flamandes et wallonnes. Le désaccord reste total. Une tendance à l'ajournement du congrès se manifeste, de même qu'au bureau du PSC qui se réunit également. On apprend que la Chambre discutera le mardi 6 des interpellations Verroken (CVP), Coppieters (VU), Mundeleer (PLP) et Burnelle (PC) sur l'affaire de Louvain.

A Louvain, le conseil académique flamand entend un rapport sur les conseils facultaires tenus la veille au soir, et décide une reprise des activités universitaires au lundi 5. Paul Goossens, lors d'un meeting au restaurant universitaire, exige la démission du gouvernement et proteste contre la « *fascisation du régime* ». Nouvelle manifestation à Anvers à l'appel du VNSU : 3.000 personnes, malgré l'opposition d'une organisation des étudiants du Centre universitaire de l'Etat. Grève de l'enseignement moyen à Ypres. Une manifestation commune SVB — Union étudiante syndicale de l'ULB est interdite à Anderlecht. Pour le 6 février, proclamé « *mardi noir* » (jour des interpellations), on annonce des manifestations dans toute la Flandre.

1^{er} février.

La Libre Belgique envisage, non sans circonspection mais avec intérêt, la possibilité d'une solution pragmatique à Louvain (8). Dans *Le Monde*, P. De Vos se fait l'écho de ceux qui, au PLP, pensent qu'une crise rapporterait la majorité absolue à ce parti. Dans *Le Soir*, le Rassemblement pour le Droit et la Liberté, formé de professeurs d'universités

(8) On peut voir là un tournant dans l'attitude de ce quotidien qui s'en tenait jusque là à la défense de positions de principe. Sur le problème spécifique de ce journal qui, en période de crise, joue le rôle de « rempart de la chrétienté » sous l'angle de vue conservateur, unitariste et francophone qu'on lui connaît, voir Trencavel, « la crise vue par *La Libre Belgique* », *la Revue Nouvelle* du 15 mai 1968.

francophones, dénonce le « régime du fanatisme et de la violence ». Dans *Volksgazet*, M. Van Eynde, pourtant favorable au transfert, écrit que les « extrémistes » ne pourront jamais compter sur les travailleurs pour crier avec eux « *Walen buiten* », mot d'ordre jugé raciste (et d'ailleurs réprouvé par pratiquement tous les journaux et groupes flamands, y compris le SVB).

Les chefs des groupes PSC et PLP se concertent au Parlement. Le vice-Premier Ministre M. De Clercq a des contacts avec MM. Houben et Vanaudenhove.

Le comité mixte des groupes PLP de la Chambre et du Sénat réaffirme le principe de la liberté de décision du pouvoir organisateur. Le groupe PLP de la Chambre, suite aux interpellations, ne votera qu'un ordre du jour pur et simple ou une motion de confiance au gouvernement. Au nom du parti, M. Beyens affirme qu'il n'est pas question de céder à la pression de la rue.

Le groupe socialiste de la Chambre annonce qu'il ne faudra pas compter sur lui pour constituer une majorité de rechange. Nuances ? Les socialistes wallons tout en approuvant le transfert souhaitent un règlement global dans le cadre de l'ensemble du contentieux communautaire. Par ailleurs le PSB de Bruxelles paraît surtout craindre un règlement qui léserait les intérêts de l'ULB.

Au comité élargi de l'aile francophone du PSC, appel à la définition d'une position globale sur l'ensemble du contentieux communautaire et solidarité avec la direction de l'aile et les parlementaires.

Le Parti wallon constate que l'attitude flamande exigeant le transfert est incompatible avec le maintien des structures unitaires. Rénovation wallonne exige le règlement global du contentieux communautaire dans le cadre d'institutions nouvelles.

A Anvers, meeting du VVP. Le professeur Derinne évoque la possibilité d'une démission du gouvernement. Manifestations à Courtrai, Malines (à l'appel d'un conseil des élèves du secondaire), Grammont, Menin et Gand où Paul Gossens déclare : « *la volonté d'expression du peuple flamand est non seulement méconnue, mais elle est opprimée par un service d'ordre qui est entièrement sous l'influence des holdings et de la bourgeoisie bruxelloise. Nous irons jusqu'au bout et s'il le faut jusqu'à la chute du gouvernement* ». Des prêtres et des séminaristes étudiant à Louvain adressent au Cardinal Suenens et aux évêques flamands une lettre demandant l'annulation de la déclaration du 13 mai. « *Douloureusement frappés par le fait que l'épiscopat ne réussit pas à dialoguer avec la communauté flamande* », ils condamnent le comportement des forces de police. Répondant aux consignes du comité d'action pour Louvain, une centaine d'étudiants, dont quelques francophones,

distribuent des tracts dans les usines liégeoises où ils ont été invités par le Parti wallon des Travailleurs. Ils sont chassés par les forces de l'ordre qui opèrent des arrestations. D'autres groupes agissent de nouveau dans les charbonnages limbourgeois. Nouveau meeting à Louvain. Les slogans évoquent la démission du gouvernement et la révolution. Menace d'une marche sur Bruxelles le 25 février. Cent mille tracts sont distribués en Flandre. Cependant l'Association pour la défense des intérêts louvanistes demande aux « *Campinois et Anversois (de) ne pas s'occuper de Louvain* ».

2 février.

Vers l'Avenir demande au PSC wallon « *des actions communes avec les représentants des autres formations politiques wallonnes* ». La Libre Belgique évoque une solution pragmatique basée sur les travaux de la commission Leemans (qui travaillerait même de nuit) et de la commission spéciale du CNPS.

M. De Clercq reçoit M. Leemans dont la commission continue de se réunir. Au conseil des ministres, il fera rapport avant de déclarer que le gouvernement est « *dans l'expectative* » et « *laisse le soin au pouvoir organisateur de faire connaître son point de vue... Je ne crois pas que le gouvernement tombera mardi* ».

Au Kontakt-club d'Anvers (9), M. Van Mechelen de la Ligue (flamande) des familles nombreuses propose un transfert échelonné sur douze ans et excluant la faculté des sciences religieuses. Le secteur enseignement de la FGTB gantoise approuve l'idée d'une université non confessionnelle, qui avait été notamment avancée par le SVB. Le comité du PSC de l'arrondissement de Liège réaffirme sa solidarité avec les positions de l'aile wallonne et demande le report du congrès du PSC.

La fête de l'Alma Mater, contrairement à la tradition, n'a pas été célébrée.

Tout en désavouant les excès commis au soldat inconnu, la direction du Sint-Lukasinstituut communique que ceux-ci ont été exagérés et exploités.

Une bombe : à l'assemblée générale des guildes paysannes de l'arrondissement de Courtrai, l'évêque de Bruges, Mgr De Smedt déclare : « *Je suis convaincu de m'être, le 13 mai 1966, gravement et grossiè-*

(9) Le Kontakt-club réunit des dirigeants des différents clubs et groupes flamands d'inspiration catholique et personnaliste, plus ou moins en marge du CVP. Il a organisé des contacts avec des personnalités et des groupes francophones, dont l'orientation était proche de la sienne. Le dialogue ne permit cependant jamais d'aboutir à un rapprochement sensible des points de vue, encore qu'il fût souhaité de part et d'autre.

rement trompé, mais j'ajoute immédiatement qu'on en a aussi gravement abusé. Nous étions en fait sur la voie d'un transfert accompli dans le calme complet, en dépit de nombreuses difficultés interposées du côté francophone. Le sommet a été atteint par la sotte déclaration de la section française (le plan d'expansion est ainsi visé)... Je resterai fidèle au peuple flamand ». A noter que cette déclaration vient trop tard pour que la presse du lendemain puisse lui consacrer des commentaires. Il faudra attendre le lundi.

3 février.

La Libre Belgique publie un « appel ultime au CVP » condamnant le « nationalisme exacerbé », et un article du député Saint-Rémy rappelant que l'adaptation des sièges parlementaires, qui a donné aux Flamands une majorité à la Chambre, fait partie d'un contrat comprenant également des garanties contre la minorisation wallonne, garanties qui n'ont pu encore être inscrites dans les textes. Dans *Het Volksbelang*, organe des libéraux flamands, M. Poma considère que le transfert est inévitable. *De Standaard*, reprenant un thème déjà évoqué dans *De Nieuwe Gids*, *La Relève* et *La Revue Nouvelle*, considère que l'unité du PSC est devenue une fiction. Les représentants de la communauté flamande doivent montrer qu'ils méritent de la représenter. Dans *Vooruit*, le sénateur Van Bogaert réaffirme le soutien des socialistes flamands au transfert.

Les évêques, selon *La Cité*, se réunissent toute la journée, partiellement en présence de leurs conseillers et des membres de la commission Lee-mans. Dans un télégramme envoyé au Cardinal, le président de l'AGL indique qu'il ne saurait accepter que le pouvoir organisateur revienne sur sa déclaration du 13 mai 1966.

Les anciens des collèges du Hainaut et les Jeunes Sociaux-Chrétiens de Charleroi exigent plus de fermeté et une négociation globale du contentieux. Celle-ci est également demandée par l'assemblée des délégués du PSC de Namur, qui, en présence du ministre Héger, s'indigne de la déclaration de Mgr De Smedt, fait appel aux évêques et réaffirme son appui à l'unité de l'UCL.

L'ACAPSUL (professeurs francophones) voit dans la déclaration de Mgr De Smedt « un outrage au conseil académique de la section française de l'UCL et, à travers lui, au corps académique tout entier ».

A Mouscron, M. Leburton, socialiste, attaque le « racisme » et fait allusion à une éventuelle crise du régime.

Manifestations à Anvers où, devant 1.200 participants, M. Derinne (VVP) évoque la démission du gouvernement. A Malines, des collégiens acclament « Mgr De Smedt, archevêque de la Flandre » tandis que

MM. Van Haegendoren (Comité du 5 novembre), Goossens (SVB) et Raskin (VNSU) exigent la démission du gouvernement.

Le soir, le Premier Ministre rentre à Bruxelles ; il s'entretient avec ses principaux collaborateurs et avec M. De Clercq, vice-Premier Ministre.

4 février.

L'épiscopat publie une déclaration sur Louvain, remise au Premier Ministre, et qui annule la déclaration du 13 mai 1966. Un désaccord subsiste sur les principes : « *Cependant sur le point de savoir si toute implantation future de la section française, hors de Louvain, doit ou non avoir le caractère d'un dédoublement, une divergence de vues subsiste au sein du pouvoir organisateur* » (*La Libre Belgique* écrira que c'est M. De Somer, appuyé par Mgr De Smedt, qui aurait exigé l'inclusion de cette phrase dans le texte). Malgré ce désaccord, une solution pragmatique est proposée, qui correspondrait aux conclusions de la commission Leemans, et couvre la période 1969-1973. Tous les nouveaux investissements autres que d'entretien — et ils sont évalués à sept milliards — seront concentrés à Woluwé-Saint-Lambert et à Ottignies, où seront installés au plus tôt un cyclotron et 1.250 étudiants de candidature. Le communiqué insiste sur la nécessité de maintenir le caractère catholique de l'université et admet que l'unité de celle-ci ne dépend pas essentiellement de sa localisation géographique.

L'association des étudiants flamands (VVS) juge aussitôt la déclaration insuffisante et y voit un camouflet pour la Flandre, la divergence de vues annoncée n'étant selon elle qu'une manœuvre tendant à la réalisation du « grand triangle bruxellois » par Wavre et Louvain. Appel aux parlementaires flamands. Pour le Comité d'action des étudiants, les évêques « *en tant que propriétaires particuliers de l'UCL ont prouvé une fois de plus qu'ils ne sont pas en mesure de disposer de leur propriété* ». Contestation d'une « *situation juridique révolue* » ; de la participation, au stade de l'élaboration, de personnalités du monde bancaire alors que la communauté universitaire n'a pas été consultée ; crainte d'une nouvelle guerre scolaire ; appel aux parlementaires flamands et à la grève le 6, à l'occasion du « *mardi noir* ».

Après la remise du mémorandum au Premier Ministre, celui-ci consulte et tente encore de dégager une solution pragmatique avant d'être reçu par le Roi.

Au PLP contacts entre MM. Vanaudenhove et Hougardy et les ministres membres du parti.

Toute la journée également, nombreuses réunions des ministres sociaux-chrétiens. Le triumvirat de tête du parti (MM. Houben, Parisis et Vandekerchove est associé à l'une d'elles. Certaines réunissent séparément

les ministres flamands — qui se déclarent acculés à demander le transfert après la déclaration de Mgr De Smedt — et les ministres francophones. L'un d'eux, M. Wigny, rentre de l'étranger.

4. La crise gouvernementale (du 5 février au 31 mars) (10).

5 février.

La presse francophone attaque Mgr De Smedt, dont le courage est loué ailleurs. *Le Soir* entame la publication de sondages linguistiques réalisés par le Rassemblement pour le Droit et la Liberté dans le grand Bruxelles, ainsi que d'extraits de l'avant-projet de rapport du CNPS. Selon *De Standaard*, les ministres CVP sont solidaires de M. Verroken. Le *Belang van Limburg* demande une déclaration du Premier Ministre en faveur d'un transfert graduel, considéré comme inévitable. A leur tour, les autres évêques flamands, NN.SS. Van Peteghem, Heuschen et Daem se prononcent séparément pour un « *transfert progressif et de fait* ». Le président de la Chambre, M. Van Acker lance un appel à l'union : « *le peuple demande que le dépositaire de l'autorité exerce réellement cette autorité* ». A Liège, le député PLP Jeunehomme voit dans le prochain congrès de son parti une plateforme électorale pour le cas de crise. Selon lui, le « *Walen buiten* » ne peut « *triompher au gouvernement* ».

Réunion des ministres CVP et contacts avec les parlementaires. Le Premier Ministre reçoit les ministres de l'Education nationale MM. Tous-saint et Grootjans qui maintiennent le contact avec les ministres PLP également réunis, avant d'avoir une nouvelle entrevue avec le Roi, qui a déjà reçu M. Servais, ministre PSC wallon.

Tandis que le conseil communal de Bruxelles débat à son tour des incidents au monument du Soldat Inconnu, le VVP et les étudiants flamands de Louvain estiment que les évêques n'ont pu dégager une solution pragmatique. Selon le comité d'action des Etudiants, le mémorandum épiscopal contient le germe d'une nouvelle guerre scolaire. Enfin, le comité du 5 novembre demande aux parlementaires de s'opposer à tout transfert ailleurs qu'en Wallonie.

6 février.

La Libre Belgique publie des extraits d'un document du comité du 5 novembre, contenant les directives pour la campagne d'opinion en Flandre. *De Nieuwe Gids* estime que les partisans du transfert ne sont qu'une

(10) Sources : cf note 7 jusqu'au 7 février ; ensuite : F.M., Chronologie politique, *La Revue Nouvelle*, mars, avril et mai 1968, et presse quotidienne.

minorité à la Chambre. M. Van Eynde, dans *Volksgazet* croit qu'un accord sur Louvain serait plus facile entre travailleurs chrétiens et incroyants qu'entre sociaux-chrétiens ou évêques.

Le comité d'arrondissement du PSC de Tournai se prononce pour une négociation globale du contentieux communautaire. Le comité permanent du Congrès national wallon déclare que le statut de l'UCL ne peut être modifié que parallèlement aux lois linguistiques. La Fédération nationale des Combattants appelle les Belges à arborer en permanence le drapeau national. Tandis qu'à Louvain, le comité exécutif du PSC local se prononce en faveur du transfert, à Anvers, un meeting organisé par le Vlaamse Militanten Orde et Were Di, deux organisations nationalistes flamandes de droite, attaque l'orientation gauchiste du VVS et de Paul Goossens qui ne poursuivraient pas des objectifs correspondant aux intérêts flamands. Les séminaristes flamands du séminaire Jean XXIII à Louvain remercient les évêques flamands.

Mardi noir : manifestations et grèves de cours, notamment à Anvers, à Bruges (les écoliers vont remercier Mgr De Smedt), à Malines (1.000 participants, cris de « *Suenens démission* »), et à Bruxelles. A l'ULB, un meeting flamand devra être interrompu suite à l'interdiction du recteur et aux attaques conjuguées des étudiants du Front démocratique des Francophones (FDF) et des fascistes du Centre des étudiants nationaux et de Jeune Europe. A Louvain, un « sit in », commencé la veille au soir, se transforme en manifestations, groupant jusqu'à 2.000 personnes, et qui se poursuivront toute la journée jusqu'à minuit, malgré les interventions de la gendarmerie et des autopompes. « *Il est remarquable de constater, s'écrie le président de l'association des cercles facultaires flamands, que 2.000 étudiants, soutenus par l'opinion, ont réussi à semer la panique* ».

Un avocat de Louvain est poursuivi pour avoir affirmé que des armes ont été volées à la gendarmerie, qu'il accuse en outre de brutalité.

Le Roi a reçu M. Poswick, ministre de la Défense nationale et catholique du PLP wallon.

Après une brève réunion du bureau du PSC, le groupe PSC flamand de la Chambre se concerta. MM. Bertrand, De Saeger, Moyersoen et Lefèvre, auraient, selon *La Libre Belgique*, prêché la modération. La réunion se prolongeant, la rencontre prévue avec le groupe homologue francophone est décommandée.

Selon M. Lefèvre, le groupe CVP de la Chambre est solidaire des ministres CVP, il y a eu unanimité sans vote. Selon M. Verroken, le groupe n'acceptera pas de motion de confiance pure et simple ; le Parlement doit voter sur le principe du transfert ; il est temps que le gouvernement prenne ses responsabilités.

Durant la même matinée, réunion des groupes parlementaires du PLP, qui seraient unanimes, à l'exception de M. Mundeleer.

Pendant, les ministres flamands ont rejoint le Conseil des Ministres où leurs collègues les attendent depuis plus d'une heure.

A 14 heures, séance de la Chambre.

M. Verroken développe son interpellation. Selon lui, l'enseignement universitaire à Louvain doit évoluer dans le sens d'une implantation progressive de la section française dans la partie française du pays. Il veut une motion en ce sens.

Lui succédant, M. Coppieters (Volksunie), rejoint M. Van Eynde, vice-président du Parti Socialiste (qui avait interrompu M. Verroken en lançant le mot « *Comédie* ») et reproche à M. Verroken de n'avoir pas dit quelle position il attend du gouvernement.

M. Mundeleer, PLP, interpelle ensuite et déclare que le transfert serait le signe avant-coureur de l'éclatement du pays. Dernière interpellation de M. Burnelle, communiste, qui dénonce les brutalités policières.

Un débat de procédure s'engage. Invoquant le règlement, MM. Larock et Pierson, socialistes, exigent une réponse immédiate du gouvernement, et, en l'absence d'une motion de M. Verroken, déposent une motion de méfiance qui est soutenue par la Volksunie. Le Premier Ministre de son côté, estime être en droit d'entendre la discussion sur les interpellations avant d'engager le gouvernement. Après une suspension de séance demandée par le PSC, il annonce une déclaration pour le lendemain. La motion socialiste est rejetée par la majorité unanime à l'exception de M. Mundeleer qui s'abstient.

A des journalistes, M. Verroken déclare qu'il refuse de se rendre coupable d'un « *assassinat politique* » et que le CVP pourrait, le lendemain, déposer une motion « *sans exigence et sans condamnation* ». Il pourrait se satisfaire d'une déclaration gouvernementale actant que l'unité géographique de l'UCL n'est pas essentielle à son unité fondamentale.

Déjà le groupe socialiste du Sénat émet le vœu qu'en cas de démission du gouvernement, la législature suivante soit déclarée constituante avant toute dissolution.

7 février.

La Libre Belgique annonce que le texte du mémorandum épiscopal remis au Premier Ministre a été tronqué, notamment quant à la phrase « *en toute hypothèse, la vie normale de la section française doit pouvoir continuer et être garantie* » (le journal devra, le lendemain, publier un démenti du cardinal, indiquant que cette phrase a été supprimée à la rédaction définitive). *La Cité* réclame une négociation globale du contentieux

communautaire. Du côté socialiste, on met en évidence la « dérobade » de MM. Verroken et Vanden Boeynants.

Les cours ont repris à la section flamande de l'UCL.

Le Roi reçoit MM. Vanderpoorten et Van Offelen, du PLP.

Réunis, les ministres PLP décident de ne pas se présenter à la Chambre en l'absence d'une position unanime du gouvernement. En présence de MM. Houben et Vandekerchove, réunion des ministres et députés CVP. Les partisans du compromis, dont M. Lefèvre, demandent que l'on accepte un texte élaboré par le Premier Ministre. Mais il n'y aura pas de vote et M. Verroken juge ce projet de déclaration insuffisant (11).

Les groupes parlementaires du PLP réunis autour de M. Vanaudenhove et Hougardy, font appel à l'union autour du gouvernement, en raison de la situation économique. Un entretien réunit MM. Moreau de Melen, Mundeleer, Vanaudenhove et Jeunehomme.

A 11 h 45, les ministres PLP arrivent au cabinet du Premier Ministre où se trouvent déjà ceux du PSC. C'est lors de ce conseil des ministres que Pan du 14 février situe un incident également rapporté par *La Libre Belgique* : « Avec qui d'entre vous pourrions-nous encore signer un engagement qui ait quelque chance d'être respecté », demande M. Servais à ses collègues sociaux-chrétiens flamands. Ceux-ci cependant annoncent qu'ils démissionnent. M. Vanden Boeynants quitte la réunion par une porte dérobée, pour se rendre à la Chambre, où à 14 heures, sans faire d'autre déclaration, il annonce la démission du gouvernement, acceptée par le Roi vers 15 heures.

Le même jour, M. Verroken regrette qu' « on n'a pas réussi à établir un dialogue véritable avec le gouvernement ». Dans une conférence de presse, le Premier Ministre démissionnaire incriminera une trop grande polarisation sur le linguistique et le fait que tous « se retranchent dans des positions qui excluent le dialogue ».

Après le 7 février.

On résumera ici brièvement les événements qui ont suivi la chute du gouvernement. Le centre de l'actualité se déplace de Louvain à Bruxelles. Tandis que le Roi entame ses consultations, M. Eyskens, du CVP, reprend en 12 points un plan déjà ancien d'installation progressive de la section

(11) *Le Soir* du 9 février en donnera le texte complet. Conformément aux décisions des pouvoirs organisateurs les nouveaux investissements se feraient dans le cadre des lois linguistiques. Une commission parlementaire serait créée. Le gouvernement se refusait pour le reste à trancher la question de l'application des lois linguistiques à l'enseignement supérieur, rien n'ayant été prévu à ce sujet lors de sa constitution.

française dans la région de Hamme-Mille, à quelques kilomètres de Louvain et en Wallonie, mais en dehors du canton de Wavre. Malgré le soutien du président du Mouvement ouvrier chrétien flamand, l'idée retombe dans l'oubli. A la commission spéciale du CNPS, chargée d'étudier l'expansion universitaire, départ des recteurs des universités de Liège, Gand et Bruxelles, suite aux fuites qui ont eu lieu dans la presse, mais aussi sans doute aux liens très étroits existants entre le CNPS et les milieux gouvernementaux, spécialement sociaux-chrétiens. Elections ou pas élections ? La classe politique paraît les craindre, mis à part peut-être le PLP qui escompte d'importants gains électoraux. Le 14, le Roi désigne M. Segers, CVP, comme informateur. La difficulté principale paraît résider dans le fait que ni le CVP ni le PSC wallon ne peuvent bouger d'un pouce, après avoir pris les positions que l'on sait, sauf redistribution des cartes, c'est-à-dire élections. Le Mouvement ouvrier chrétien wallon demande un front uni des catholiques et démocrates wallons.

Le 20, l'informateur recommande la dissolution au Roi et, le lendemain, le président de l'aile wallonne du PSC, M. Parisi, annonce un « *distancement* », c'est-à-dire un programme particulier du PSC francophone et wallon qui demandera en outre un numéro de liste distinct de celui du CVP (12). M. Parisi atténuera la portée de ses propos quelques heures après, sans grand effet sinon au niveau du jugement que l'opinion portera par la suite à son égard et à celui du PSC wallon. A Bruxelles, M. Vanden Boeynants obtient un accord de principe des délégués sociaux-chrétiens francophones de l'arrondissement pour négocier un cartel avec le CVP. Celui-ci adopte comme slogan électoral la formule « *CVP doet het* » (le CVP le fait !) en quoi les observateurs verront une allusion à la concurrence de la Volksunie. Ce fait n'est pas pour rassurer les francophones. Le PSC francophone et wallon, au demeurant, affirme qu'il se sépare du CVP et confirme donc la première déclaration de M. Parisi. Avant de se dissoudre le 28, les Chambres votent la déclaration de révision de la constitution. Le comité d'arrondissement du PSC de Bruxelles refuse enfin la proposition Vanden Boeynants de liste commune avec les Flamands. Le Premier Ministre démissionnaire présentera cependant, avec les ministres responsables de sa chute, une liste de cartel opposée à la liste PSC officielle menée par M. Persoons et des éléments surtout démocrates-chrétiens, soutenus par le PSC wallon. La déclaration de dissolution est publiée le 2 mars au *Moniteur*, les élections étant prévues pour le 31.

(12) En fait, depuis le comité national du 25 janvier, certains groupes du PSC wallon y étaient décidés, estimant qu'il n'y avait pas d'autre issue.

Cependant, à Bruxelles, les candidats flamands écartés des places en ordre utile au poll de la Chambre du parti socialiste, contestent les résultats et annoncent bientôt leur décision de former une liste séparée. Considérée comme dissidente par les francophones qui, autour de M. Simonet, continueront de faire de la propagande en néerlandais, la liste flamande est admise par les instances nationales du parti. Pour la première fois, huit listes obtiendront un numéro national, valant pour l'ensemble du pays. Trois d'entre elles correspondent à l'ancien PSC unitaire. Numéro unique pour le FDF bruxellois et le Rassemblement Wallon formé de la conjonction des éléments socialistes du Parti wallon et de chrétiens de « Rénovation wallonne ». Un congrès de ce dernier mouvement appuyera à la fois ses candidats sur la liste du RW et du PSC wallon, de plus en plus « distancé ».

En Flandre, le PSC et la Volksunie, des deux côtés le PSB, tentent de rajeunir leurs listes, tandis que le PLP attire quelques catholiques flamands, et se présente comme le champion de l'unité. A Bruxelles, il en va de même du PSB francophone, tandis que son correspondant wallon, comme le RW, fait une campagne fédéralisante (et non pas fédéraliste). Les éléments démocrates, de part et d'autres les plus radicaux, prennent plus d'importance sur les listes sociales chrétiennes aussi bien en Flandre qu'en Wallonie, mais sans que cela se marque par une réelle progression au niveau des places « en ordre utile » pour ce qui concerne la partie sud du pays. Tandis qu'un conseil provisoire « de facto » de l'agglomération bruxelloise est installé par les bourgmestres des 19 communes, les délégués des prêtres flamands du diocèse de Malines-Bruxelles demandent la scission linguistique de ce diocèse, en date du 1^{er} février, suivant une revendication du... FDF. Dans la capitale, le Premier Ministre démissionnaire tient des meetings séparés pour ses électeurs francophones et flamands. *La Libre Belgique* accorde son appui au PLP ainsi qu'au cartel VDB dans la capitale et au PSC en Wallonie, mais avec dans ce dernier cas de nettes réserves justifiées par une évolution jugée gauchissante et fédéralisante. A noter cependant que le programme du PSC wallon se situe en net retrait à l'égard de premiers textes auxquels avaient collaboré des représentants du Mouvement ouvrier chrétien et M. Persoons. Mis à part le cas de cette dernière formation, on évoquera relativement peu le problème de Louvain au cours d'une campagne que les observateurs s'accorderont à juger calme, et qui n'aura été marquée que par une sensible augmentation des dépenses électorales, principalement justifiée par la « publicité à l'américaine » déployée par le PLP et le cartel Vanden Boeynants-CVP.

II. ESSAI D'INTERPRETATION

1. Les groupes culturels.

Les groupes flamands et francophones ne s'opposent pas seulement par leurs attitudes fondamentales, mais encore par la façon dont ils les développent. Sans doute, du 1^{er} au 15 janvier, a-t-on l'impression d'une offensive francophone. Mais ce n'est là qu'un moment dans un processus depuis longtemps commencé (13) et qui est appelé à se poursuivre, processus qui, globalement, oppose une attitude francophone, essentiellement défensive, à un projet flamand de réappropriation. Ce fait est en inter-relation avec les différences que présente la cohésion relative des partenaires, telle qu'elle s'établit ou ne s'établit pas au-dessus de leurs divisions internes.

a) *Le groupe francophone.*

Dans sa majorité, l'opinion francophone n'est pas catholique. Elle s'inquiète de ce qui est considéré comme un « coup de force » flamand, mais non pas du sort spécifique de Louvain. Les inquiétudes sont plus vives à Bruxelles où l'on croit facilement que Louvain n'est qu'une étape. Mais il n'y a pas d'engagement massif. Seul le milieu catholique juge nécessaire d'adopter des attitudes de type actif. Mais il est lui-même divisé. Sous des attitudes défensives, unifiées en surface, on perçoit non seulement des motivations, mais des ébauches de projets distincts. Certains — et les Flamands tenteront sans cesse de se servir de l'argument — ont antérieurement admis ou même préconisé le transfert afin de rapprocher l'université de la Wallonie (milieux liés au Mouvement ouvrier chrétien ou à Rénovation wallonne, différents « lobbies » régionaux, dont le plus important est celui de Charleroi, une majorité des chercheurs de la section française). Au cœur de la crise, ce ne sont pas toujours les moins durs (14). Rénovation wallonne et le MOC soutiennent M. Persoons, président des « Amis de Louvain » qui est à la pointe de la résistance.

A cet apparent paradoxe, il existe plusieurs explications qui ne s'excluent pas nécessairement. Il y a des raisons passionnelles : réactions de

(13) Voir l'article de M. Claeys-Van Haegendoren, supra. En fait, dès 1961, la revendication flamande se développait dans le milieu étudiant. Le 18 octobre, 1.500 étudiants flamands manifestent en faveur du transfert. En février 1962, *Balksage*, mensuel étudiant francophone, titre : « *Après la grève (des étudiants wallons) : rester à Louvain ?* ».

(14) Exception faite des chercheurs qui ont des motivations spécifiques et non principalement wallonnes — ce qui confirme le développement qui suit.

défense à l'égard de ce qui est perçu comme anti-wallon, voire raciste dans le mouvement flamand ; même désavoué le slogan « *Walen buiten* » exerce toujours ses ravages ; ceux qui voulaient partir n'admettaient pas nécessairement qu'on le leur impose. Il existe aussi des raisons stratégiques : une certaine volonté de « marquer le coup », de marquer un coup d'arrêt à des revendications flamandes dont on a, au sud, l'impression qu'elles se nourrissent sans cesse des succès déjà acquis tout au long de l'histoire du mouvement flamand, y compris la plus récente ; l'idée que l'on peut inciter ainsi les dirigeants de ce mouvement à admettre une négociation globale du contentieux communautaire — beaucoup ont l'impression que du fédéralisme les Flamands n'acceptent que ce qui les avantage. A terme, Louvain serait « lâchée »... mais en échange d'autre chose. Cette stratégie ne peut cependant réussir tant que les Wallons ne s'accordent pas sur ce qu'ils entendent par cet « autre chose » : fédéralisme ou pas, financement d'une nouvelle section française ou de la reconversion wallonne, etc. ?

Cependant, le groupe le plus nombreux est assurément partisan du maintien pur et simple. On peut cependant y discerner deux tendances. L'une, très dure, autour du doyen De Visscher, préfère à la limite être chassée plutôt que de compromettre. C'est qu'il s'agit pour elle d'un principe de nature presque morale. L'autre tendance, en dernière instance, est susceptible d'admettre des solutions pragmatiques qui assurent une porte de sortie pour la section française — même si ce n'est plus à Louvain. On peut caractériser cette tendance par la personnalité du Premier Ministre. *La Libre Belgique* dont nous avons, en note, souligné la fonction, a basculé d'une tendance à l'autre aux environs du 1^{er} février. A partir de ce moment, elle ne cessera de se démarquer des groupes Persoons et De Visscher pour soutenir l'action de M. Vanden Boeynants dont l'influence peut s'exercer par certains journalistes avec lesquels il entretient des relations personnelles.

L'argumentation des partisans du maintien — quelle que soit leur tendance à l'origine — est fondée sur les arguments ecclésiastiques (Louvain comme patrimoine indivisible de l'ensemble de la catholicité), nationaux (Louvain comme pièce majeure du système et de l'idéologie unitaires), universitaires (rayonnement international, indivisibilité de la science et des équipements), financiers (à cet égard un changement de localisation est souvent présenté comme impossible, hors de Louvain une section française n'est même pas envisageable) et, enfin, d'autorité (la première déclaration des évêques). Cependant, à partir du 1^{er} février, les partisans du Premier Ministre retournent l'argument unitaire. L'unité du pays (et aussi du PSC) semblent davantage menacée par le maintien dans les conditions actuelles (révolte flamande) que par un transfert. On se résoud

à une attitude pragmatique qui implique que l'on reconnaisse soudain le transfert comme financièrement possible.

Le premier groupe discerne surtout dans le mouvement flamand la volonté d'un contre-establishment néerlandophone qui entend, à la lettre, être reçu et admis dans le concert national (15). Ce groupe est amené à sous-estimer l'importance d'éléments de gauche comme le SVB. Pour le second groupe, le mouvement flamand est perçu d'abord comme nationaliste, avec ce que cela peut impliquer d'aspects autoritaires, voire fascisants (allusions blessantes à la période de la dernière guerre, etc.). Peu à peu, ce groupe incontestablement plus à droite sur l'échiquier traditionnel de la politique belge, découvre le SVB et ajoute à cette première interprétation des considérations sur l'action d'éléments d'extrême-gauche « *formés à Prague* » (!), qui se seraient servis de l'agitation pour la relancer à leur seul profit.

Les deux groupes — au niveau de l'opinion du moins — ont interprété l'affaire de la « *Sedes Sapientiae* » comme procédant d'une volonté flamande d'étouffer la section française sur place faute de pouvoir en obtenir le départ. Le second groupe va être amené progressivement à dépasser une autre interprétation qu'il se faisait, à savoir celle du mouvement flamand comme minoritaire, se résumant en somme à quelques poignées d'extrémistes qui parlent haut. Il faudra attendre l'échec du PLP en Flandre pour que *La Libre Belgique*, par exemple, révise fondamentalement son opinion sur ce point, après les élections.

b) *Le groupe flamand.*

Du côté flamand, à première vue il existe une forte cohésion, que les francophones, peu informés, ont encore tendance à surestimer. En tous les cas, la revendication dépasse les frontières du milieu catholique, d'ailleurs majoritaire, pour englober l'ensemble des jeunes et des milieux intellectuels (y compris du côté libéral). Le comité du 5 novembre, réunissant les représentants des grands mouvements culturels (Davidfonds, Willemfonds, Vermeulenfonds), a joué certainement un grand rôle dans cette coagulation de l'opinion, avec l'aide d'une presse particulièrement puissante. À noter cependant le manque de réactions du côté des salariés.

L'attitude francophone est considérée comme étant essentiellement une attitude de mauvaise foi. Au-delà de la controverse sur l'acceptation du transfert, les Flamands refusent l'argumentation francophone dont la seule vertu est de les irriter davantage. Les arguments ecclésiastiques, nationaux, ou universitaires qui sont allégués n'ont-ils pas pour effet de les exclure de cette Eglise, de cette nation, de cette science dont on ne se réclame

(15) Voir à ce sujet *La Relève* du 25 juin 1966 : *Un nationalisme bourgeois*.

que pour s'opposer à eux ? Les francophones ont-ils précédemment jamais découvert que l'universalité catholique de l'UCL impliquât son gouvernement par l'ensemble de l'Eglise et non plus seulement par quelques évêques locaux ? Cet argument national, quelle en est la signification pour cette communauté qu'une injuste répression a profondément blessée après la guerre et qui ne voit jamais agiter le drapeau que lorsqu'elle prétend s'exprimer ? En fait, pour certains Flamands c'est la Flandre qui aujourd'hui constitue la nation. En un pays où abondent les associations privées, celles-ci se disent Belges lorsqu'elles ne comptent que des francophones, flamandes lorsqu'elles ne comptent que des Flamands (16). Pourquoi enfin les étudiants étrangers quitteraient-ils Louvain ? La langue ? Leuven-Nederlands est prêt à organiser des cours en langues étrangères, y compris en français, à l'instar des universités néerlandaises..., mais sous sa seule responsabilité et dans la pleine maîtrise de son sort. Enfin, l'argument financier n'est-il pas gonflé artificiellement pour les besoins de la cause, c'est-à-dire l'obtention de compensations maximales ?

Les justifications positives de la revendication ne sont cependant pas univoques. Sans doute y a-t-il accord sur des exigences d'homogénéité linguistique qui n'ont jamais été aussi clairement perçues que depuis que M. Woitrin, administrateur général de l'UCL, a évoqué le triangle de développement Louvain-Bruxelles-Wavre, dont on craint qu'il n'assure l'expansion de Bruxelles — cette plaie vive — au détriment du caractère flamand du Brabant septentrional. Sans doute y a-t-il, plus profondément, une volonté de développement autonome, pleinement libéré, pour Leuven Nederlands, symbole de la culture flamande, devenue adulte et capable de libre détermination. Ces éléments communs suffisent à fonder le projet qui assure la cohésion du groupe et s'exprime dans la revendication de transfert. Celle-ci est quasi unanimement partagée, encore que certains admettent le maintien des éléments philosophico-théologiques, et que d'autres insistent beaucoup pour que le transfert ne se traduise pas par une ré-implantation à Bruxelles ou dans d'autres endroits trop proches de la frontière linguistique, et ce de nouveau par crainte d'un développement des processus de francisation.

Les divergences sont fortes, par contre, au niveau de l'« ultima ratio » de l'exigence. Les uns n'y voient qu'un moyen d'affirmation communautaire (les nationalistes) et/ou éventuellement personnelle (le « néo-establishment »), le reste demeurant pratiquement inchangé. M. De Somer se proclame pratiquement recteur. Des dirigeants du SVB écrivent : « *la lutte du 13 mai 1966 nous a beaucoup appris... nous nous sommes rendus*

(16) Voir l'exemple des deux grands mouvements étudiants, le MUBEF et le VVS.

compte de quelle façon les événements du 13 mai furent déformés par la presse réactionnaire flamande. Le conflit fut canalisé et détourné. La campagne bidon qui fut menée autour du principe de *Leuven Vlaams* démocratique et autonome en fut caractéristique. On ne changeait en rien les structures internes de l'université. On présenta l'apparition de De Somer et de Leemans comme celle du Sauveur et du « Saint des Saints » (17). Pour le SVB et d'autres « groupuscules » minoritaires, il existe un projet plus fondamental ; il s'agit de créer une université à la fois pluraliste et démocratique, dont l'émergence supposerait la destruction des structures unitaires où se retrouvent les représentants de la haute finance et de la haute église (18). Les imprécations contre un certain establishment bruxellois que l'on tente de dissocier des Wallons expriment alternativement les ambitions des « nationalistes », des « individualistes » et des « gauchistes ».

Fondamentalement, les groupes francophones et flamands apparaissent donc comme également divisés. Les unanimités qui se forment à l'intérieur du groupe flamand, et, à un moindre degré du groupe francophone (surtout en milieu catholique) tiennent aux situations relatives dans lesquelles se trouvent les acteurs, l'un se trouvant en situation de défensive, l'autre poursuivant un projet de ré-appropriation qui, pour certains sous-groupes, n'est que le moyen d'autres fins.

2. Les étudiants.

Les distorsions entre les deux groupes culturels se retrouvent poussées à un point paroxystique en milieu étudiant.

Du côté francophone, et à Louvain, l'acuité de la crise empêche les partisans du transfert (partout minoritaires sauf sans doute dans le milieu des chercheurs) de s'exprimer ouvertement. Un petit groupe, le Comité d'Action syndicale, autour d'E. Durt, tentera un moment de le faire, mais la pression sociale, et éventuellement physique, est trop forte. Les responsables de l'Association Générale se prononcent contre le transfert et, se rangeant derrière leurs autorités n'assument aucun rôle déterminant. Tout au long de la crise, les étudiants francophones sauront du moins garder un calme remarquable ; mis à part quelques éléments d'extrême-droite, ils se refusent à toute contre-agitation. Au niveau national, le MUBEF garde des contacts avec la VVS et crée même une commission à cet effet. Le

(17) SVB, *Ervaringen uit twee jaar strijd te Leuven*, premier fascicule (34 pp.) d'une traduction française ronéotée, sans date ni indication d'imprimeur ou d'auteur, pp. 4 et 5.

(18) Voir annexe.

MUBEF paraît paralysé tout au long de la crise, ses sections de Bruxelles et de Liège ayant pratiquement opté pour la non-intervention. Intrinsèquement le mouvement est d'ailleurs dans une période de « creux ». A Bruxelles comme à Liège des groupes de gauche non dénués d'influence se sont même montrés solidaires des étudiants flamands et sont en contact avec le SVB.

En milieu flamand les étudiants disposent à la fois de l'initiative (ce sont les professeurs qui suivent la grève et non l'inverse) et d'une solidarité massive qui s'étend à toute la Flandre. Les rares contre-exemples émanent de milieux qui peuvent être classés comme authentiquement « fransquillons », c'est-à-dire francophones de Flandre (mis à part peut-être le cas de l'association de défense des intérêts louvanistes, où l'on trouve des commerçants). Cependant la VVS, apparemment jugée trop « molle », s'efface derrière un Conseil National des Etudiants. A Louvain même on parle relativement peu du KVHV dont l'attitude s'avère parfois fluctuante (déclaration contre les « agitateurs »). Ce sont les hommes du VNSU, lié à la Volksunie, et plus nettement encore du cercle facultaire « Politika » (Vandenbussche) et du SVB, formé il y a deux ans par Paul Goossens, qui mènent la danse, suscitant la création de comités d'action protéiformes, dont les appellations varient souvent, et qui réalisent l'union sur des objectifs déterminés en fonction d'une action caractérisée. Dans le document déjà cité du SVB, les auteurs insistent sur le fait que leur groupe s'est conçu comme un noyau de militants, se séparant des organisations traditionnelles bureaucratisées, pour proposer ensuite aux étudiants, et y compris à ces organisations, des « fronts unis » que de nouveaux mots d'ordre viendront sans cesse radicaliser, à la faveur de situations de crise et de techniques de réunion progressivement mises au point. Tout cela, y compris un certain ritualisme (journaux muraux, chant des noirs américains « *We shall overcome* », verbalisme pseudo-marxiste), rappelle ou annonce, suivant les cas, ce qui s'est passé à Berkeley, Varsovie, Berlin, Rome, Paris ainsi que dans toute l'Amérique latine. Le soutien de certains groupes francophones s'explique par ces similitudes. Il aurait été plus important si cette auto-affirmation ne s'était pas faite « sur leur dos », pour des raisons, dans le cas du SVB, plus stratégiques que fondamentales.

3. Les pouvoirs organisateurs et politiques.

Globalement parlant, les structures ecclésiales et politiques ont réagi plus qu'elles n'ont agi. Cette passivité a cependant connu des degrés différents. Tandis que le PSC wallon exprime assez bien le complexe d'attitudes du milieu catholique francophone, le PSC flamand suit la commu-

nauté universitaire flamande avec des réticences. Au niveau de la structure politique, après l'intermède du 1^{er} au 15 janvier, son évolution dans le sens du raidissement est déterminante. Les évêques en tant que corps, de même que le gouvernement, temporisent au maximum, avant que la corde trop tendue ne rompe. Les autres partis n'ont pas de rôle moteur, encore que leur action ne soit pas sans répercussions.

a) *Les évêques et le gouvernement, en tant que corps.*

Tout au long de la crise qui rompt sa « trêve linguistique » et dément ses affirmations selon lesquels le communautaire est politiquement accessible, le gouvernement, pris dans les contradictions entre les groupes flamands et francophones qui le composent, manifeste une grande discrétion et temporise. Sur d'éventuelles démarches du Premier Ministre, il n'existe que des rumeurs, probablement exactes et que nous avons rapportées ; il est caractéristique que le gouvernement — qui ne fait pas grand chose de toutes façons — tende à donner l'impression qu'il ne fait rien, hormis maintenir l'ordre public. En pleine crise le chef du gouvernement part se reposer à l'étranger. Toutes les déclarations convergent pour demander aux évêques, pouvoir organisateur de l'université, de prendre leurs responsabilités. L'argument du rapport du CNPS, non encore prêt, revient souvent. Cependant les groupes flamands exigent une prise de position.

Les évêques, de leur côté, laissent se développer la crise sans intervenir publiquement alors que cette intervention est attendue des deux côtés — dans un sens il est vrai contradictoire. Sans doute espèrent-ils être pris de vitesse par le pouvoir politique, de façon à éviter l'expression des désaccords qui existent entre évêques flamands et wallons. C'est en somme une course de lenteur qui est engagée entre les deux pouvoirs. Mis à part le voyage de Mgr Onclin, il n'y a pas de trace *publique* d'une intervention du Vatican. On s'inquiète de l'anticléricalisme virulent que le développement du mouvement suscite en Flandre. Contrairement à la vision francophone des choses, cet anticléricalisme n'est pas forcément anti-chrétien ni même anti-catholique : quels siècles furent aussi anti-cléricaux que ceux de « l'obscur » Moyen-Age ? Cependant on ne sait jamais... et puis le caractère confessionnel de certaines structures, notamment universitaires, est de plus en plus menacé. Par ailleurs l'attitude constante des francophones catholiques, qui se retranchent derrière la déclaration du 13 mai 1966, compromet dangereusement les évêques flamands. Après une suggestion du CVP — et probablement du gouvernement — l'on s'avise enfin d'instituer la commission de conciliation prévue dans les statuts de l'université. M. Leemans, son président, joue d'abord seul, mais, après un premier échec, se plie à la collégialité. On arrive ainsi à la déclaration de Mgr De Smedt qui rompt la « complicité » épiscopale.

Cette déclaration est le grain de sable qui grippe définitivement la machine. Il n'est plus possible, ni pour les évêques, ni pour le gouvernement, la situation étant ce qu'elle est, de rechercher avec succès la solution pragmatique qui ne mettrait pas en jeu le principe d'un transfert global, tout en préparant celui-ci dans les faits. Le « nègre-blanc » n'est désormais plus possible. Personne — sinon le Vatican — ne peut désavouer l'évêque de Bruges : le Cardinal n'est qu'un « primus inter pares ». Impossible de s'en tirer par des manœuvres comme celle qui consistait à lâcher sur Beauval dans le vain espoir d'apaiser l'exacerbation des sentiments flamands.

Il n'y a d'ailleurs pas que l'intervention de Mgr De Smedt, bientôt suivi par les autres évêques de Flandre. Les ministres CVP, selon *La Revue Nouvelle* (19), se sont vus menacés du retrait du soutien des trois principaux quotidiens catholiques flamands. Toute reculade est ainsi interdite. Le Premier Ministre est enfermé dans un piège : le parti socialiste entend faire tomber le gouvernement et n'est pas par principe hostile au transfert. Le 6 février à la Chambre, son vice-président pousse M. Verroken dans le dos et lui reproche ses attermoissements.

En fait on peut penser qu'il existait — théoriquement — un moyen de sauver l'existence du gouvernement : c'était de forcer l'ensemble des groupes, dans chaque communauté culturelle, à mettre cartes sur table, en lançant une discussion globale sur le contentieux communautaire. Bien des unanimités de façade, de chaque côté de la barricade, eussent été dissipées. Cette revendication de négociation globale, dans les derniers jours de la crise, avait fait pratiquement l'unanimité du côté wallon (encore que, nous l'avons dit, celle-ci n'eut pas résisté aux conditions concrètes de la discussion). Par ailleurs cette revendication était acceptée, semble-t-il, par de nombreux groupes flamands, de M. Verroken au PSB et peut-être au SVB. Mais on ne pouvait attendre d'un gouvernement dont le centre de gravité était à droite qu'il acceptât de mettre ainsi aux enchères le système unitaire. Il n'est cependant pas interdit de penser que l'union des Belges aurait profité, en fin de compte, de la substitution de nouveaux clivages de nature institutionnelle, à la ligne de démarcation purement linguistique. Le Premier Ministre, quant à lui, préférerait, à la limite, céder sur Louvain sans obtenir de garanties en faveur des francophones, plutôt que de risquer que celles-ci se trouvassent sur le plan des institutions et du régime. Là peut-être se trouve le noyau de son oppo-

(19) TRENCAVEL, *Pourquoi le gouvernement est-il tombé ?* Numéro du 15 mai 1968. Cette information est également donnée par *Pan* du 28 février, qui cite les noms de trois journalistes, mais est moins explicite sur la nature de leur intervention.

sition fondamentale au groupe de M. Persoons, telle qu'elle devait alimenter la chronique électorale.

b) *Les partis.*

L'attitude du *PLP* a bien des égards se situe dans l'axe du comportement gouvernemental. Des déclarations négatives contre l'expulsion des francophones, (et que l'on ne trouve pas dans le chef du gouvernement lui-même) ne peuvent dissimuler le fait que la solution positive préconisée n'était qu'un nouveau renvoi de la balle au pouvoir organisateur. Cette attitude était encore exprimée après que celui-ci eût avoué son désaccord, alors même que le gouvernement n'avait plus que quelques heures à vivre. On demandait aux évêques de prendre position, et leur décision était admise d'avance, en quelque sens qu'elle allât. Même si c'est en faveur du transfert, demande M. Mundeleer, le 25 janvier ? Le président du parti se fâche mais ne répond pas sur le fond, et le député de Bruxelles claque la porte. Cette position devait à la fois ménager les intérêts de l'autre université libre — celle de Bruxelles, qui garde de nombreux défenseurs au sein du parti, et M. Grootjans parlera d'un précédent à ne pas créer —, et, d'autre part, concilier les intérêts divergents des catholiques wallons (qui espèrent toujours une décision favorable des évêques) et des Flamands du parti, qui, quoiqu'en situation défavorable, pouvaient estimer que l'avenir restait ouvert. Dissimuler le plus longtemps ces contradictions internes est un objectif majeur pour un parti qui attend des élections à tout le moins une nette consolidation de son retour en force sur la scène politique du pays.

Du côté du *Parti socialiste*, à qui l'opposition et l'absence de catholiques en son sein facilitent bien des choses, l'accord se fait sur le principe du transfert. Cependant du côté flamand on exprime quelques craintes à l'égard d'une éventuelle poussée d'un extrémisme flamingant qui pourrait un jour se retourner contre le parti, et côté wallon, on insiste davantage sur la nécessité de replacer le problème dans le cadre d'une négociation communautaire globale. Ce point paraît cependant admis de part et d'autre. Les Bruxellois enfin s'inquiètent surtout du sort de l'ULB menacée d'une concurrence catholique à Bruxelles. Avec certains libéraux flamands, ils expriment ainsi l'opinion des milieux laïques qui, plus généralement, craignent qu'un débat interne au monde catholique, ne se solde par la présentation d'une note que l'ensemble de la communauté nationale aurait à honorer. Ces craintes sont à leur tour utilisées par les catholiques francophones qui les présentent comme impliquant une volonté d'agression laïque, dont le CVP serait en fin de compte le complice plus ou moins conscient. On l'a déjà dit le PSB joue son rôle dans le dernier acte de la pièce. Il est cependant difficile de penser que son attitude ait été détermi-

nante : d'autres acteurs poussaient le CVP dans les reins et, à ce moment déjà, il était patent que ce n'était pas d'une séance au Parlement que dépendait fondamentalement l'issue. Tout au plus peut-on penser que le PSB a évité au pays de connaître, cette fois-ci au nord, une situation analogue à celle qu'il avait connue pendant l'hiver 1960-1961, en Wallonie. Une autre tactique eût cependant été possible si le parti avait été capable de se penser comme moteur ; c'eût été, pour lui aussi, de mettre davantage en avant le concept de négociation communautaire globale. Tel fut bien son choix, mais il ne sut pas le défendre en dehors de l'enceinte du Parlement, soit qu'il ne le voulut point (et l'on peut épiloguer à l'infini sur ses raisons), soit qu'il se trouva gêné « culturellement » pour intervenir dans la situation originale d'un conflit interne au monde catholique auquel il s'était toujours globalement opposé en tant que structure.

L'attitude de la *Volksunie* est claire : elle tente de radicaliser le mouvement dans un sens conforme à ses intérêts, mais l'existence du SVB l'empêche de jouer un rôle véritablement moteur, encore qu'au niveau parlementaire la perspective d'un succès de ce parti aux élections soit un facteur important du comportement du CVP.

Si les *groupes « wallons »*, qui se coalisent en un Rassemblement, sont constitués d'une part d'anciens du PSB réunis dans le parti wallon et d'autre part de militants catholiques de « Rénovation wallonne », les uns et les autres sont acquis au transfert qui leur paraît logique dans une perspective fédéraliste, peu engageant en ce qui concerne les éléments socialistes, souhaitable eu égard aux intérêts de la Wallonie en ce qui concerne les éléments catholiques. C'est en tant qu'elle leur est imposée, en tant qu'ils y voient le moyen d'engager la négociation communautaire qu'ils demandent, en tant enfin qu'ils en escomptent un succès électoral, que ces groupes prennent position contre la revendication flamande.

Sans rejeter cette négociation globale les *groupes d'extrême-gauche* enfin, Parti wallon des travailleurs et communistes, appuient cette même revendication. A l'opposé les groupes les plus à droite, en ce compris le Comité d'Action Nationale dominé par des francophones de Flandre, s'y opposent.

Reste à parler du *PSC*, qui, en ce débat interne au monde catholique (en Wallonie tout au moins) fournit les principaux acteurs de la crise sur le plan politique.

Du côté *francophone et wallon*, le parti, sans prendre d'initiatives, s'oppose à tout transfert et, après avoir suivi M. De Visscher, se réfère surtout aux décisions des évêques. Tant que ceux-ci n'ont pas parlé de nouveau, le 4 février, la position n'est pas très différente de celle du PLP, dans la mesure où l'on ne paraît pas imaginer que les évêques puissent annuler leur mandement du 13 mai 1966. Ensuite c'est le « non possumus »

sans équivoque. Il est indubitable que certains groupes ont trouvé dans l'affaire de Louvain, survenant après celle du budget des travaux-publics et de la discussion menée fin décembre sur le plan Houben de réorganisation de l'Etat — le président du parti avait semble-t-il dû menacer de démissionner—, une occasion favorable pour mener à bien une opération de « distancement » à l'égard du CVP. On trouve dans ce groupe M. Persoons et la tendance démocrate-chrétienne, issue du Mouvement ouvrier chrétien. Un choix définitif dans leur chef existait très certainement dès le 26 janvier, au lendemain de la réunion du comité national du parti. Le président de l'aile, M. Parisis paraît avoir suivi le mouvement dans la mesure où il était « pris en mains ». Il échappe parfois à ses manipulateurs, d'où ses volte-faces des 8 et 9 janvier et du 21 février. Le reste du parti, mis à part le groupe de M. Vanden Boeynants à Bruxelles, a suivi : pour les candidats ministres parce qu'il n'était pas possible de se désolidariser face à la revendication flamande ; pour les autres parce qu'ils redoutaient l'anéantissement électoral du parti, pris entre le PLP et le Rassemblement wallon, et que, d'autre part, c'était pour beaucoup d'hommes un véritable drame personnel qui se jouait. Le PSC était pratiquement fondé sur la liberté du père de famille (en matière confessionnelle) et la défense des institutions catholiques, spécialement d'enseignement. Après avoir rejeté la première (sur le plan linguistique à Bruxelles), les membres du CVP, qui avaient jusque là joué le rôle du « grand frère » sur lequel on s'appuyait face aux socialistes, s'attaquaient à la pièce maîtresse du dispositif de l'enseignement catholique wallon. Le PSC unitaire ne pouvait plus servir que comme instrument de pouvoir : son système de légitimation s'écroulait. Bien plus, et notamment à la réunion du comité national dont nous avons parlé, les dirigeants du CVP indiquaient qu'ils n'avaient pas besoin des Wallons — ce qui était l'évidence —, que ceux-ci pouvaient s'estimer heureux d'une alliance qui leur permettait d'avoir plus de ministres que leur force propre ne leur en eût donnés, et qu'enfin eux, Flamands, trouveraient avantage à dialoguer avec les socialistes seuls représentants authentiques du peuple wallon... C'est dire que beaucoup est cassé ici, même si un replâtrage intervient à l'issue des élections : les lézardes demeurent, susceptibles de s'approfondir à la prochaine crise.

Du côté flamand, enfin, il y a ambivalence. Tout au long de la crise le parti suit les événements et ne les provoque pas. Son principal souci est, à l'évidence, de temporiser pour sauver le gouvernement. Au fur et à mesure que la crise s'accroît, la tendance « dure » menée par le président du groupe à la Chambre, M. Verroken, gagne en influence. Les mobiles de cette tendance ne paraissent pas originaux par rapport à ceux de la fraction dominante du parti. Celui-ci connaît un large éventail de nuances entre unitaristes et fédéralisants, sans qu'on discerne rien d'irréparable-

ment tranché. Tous veulent sauver le gouvernement, et tous veulent, ce faisant, garder le contact avec le mouvement flamand. Mais, pour la tendance dure, la limite apparaît plus proche au-delà de laquelle ce contact sera perdu. La crainte de la Volksunie joue également. Des initiatives, non absolument déterminantes d'ailleurs, ne sont prises qu'en dernier ressort. Finalement la tendance dure, qui ici aussi s'identifie assez bien aux démocrates (dans l'un et l'autre cas les plus branchés sur leurs communautés, les plus éloignés des cadres de la Belgique traditionnelle), est acculée à donner l'estocade, alors que tout la porte à refuser cet « *assassinat politique* ». Les ministres devront suivre : comment pourraient-ils accepter de jouer ce rôle du traître, que les parlementaires ont déjà dû refuser après les diverses déclarations des évêques et les événements universitaires ? Reste, pour le CVP, à trouver une consolation dans le fait qu'il s'est affirmé comme une force politique autonome, égale en importance à l'ensemble du parti socialiste, capable non seulement de faire mais de défaire les gouvernements (voyez en ce sens M. Ruys dans *De Standaard* du 3 février), même si c'est au bout d'une marche involontaire, en état de somnambulisme politique. Ici aussi, après le point fort de la crise, les modérés regagneront en influence... mais sans doute ont-ils perdu leur dernière occasion de jouer un rôle moteur lorsque l'essentiel est en cause.

4. De l'origine de la crise de 1968.

Au niveau des « forces vives » il existait indéniablement une revendication flamande sur Louvain, amorcée de longue date et qui constitue le point de départ de la crise, avant 1968, dans la mesure où l'on peut assigner un point de départ à un processus politique. Il est cependant permis de se demander qui, au niveau de « l'establishment » politique, est responsable de la soudaine maturation de la crise en 1968 et de son irruption sur la scène des rapports politiques traditionnels. Les francophones, on l'a dit, ont, en chœur, incriminé l'attitude des responsables de la section flamande dans l'affaire de la « Sedes ». Encore que le caractère mesquin d'un événement ne permette pas a priori de l'exclure d'un processus causal, on reste confondu qu'aucun compromis n'ait pu être réalisé sur ce point, et qu'une si mince occasion ait fourni l'argument d'un tel drame.

Nous pensons qu'on ne saurait accorder trop d'importance à la déclaration du prorecteur De Somer, du 17 février (voir supra cette date). Le prorecteur — ou « rector » de Leuven-Nederlands — explique dans quel contexte prit place l'affaire de la Sedes, ce qu'à notre connaissance aucune autorité francophone n'a fait. En fait les autorités de la section flamande avaient des craintes quant au contenu du plan d'expansion dont

la publication tardait. Ils entendaient prendre date et n'avaient pas d'objection spécifique à l'égard de simples travaux d'entretien. Ensuite paraît le plan d'expansion qui, tout en parlant d'implantations hors de la région flamande, exige une totale liberté d'investissement à Louvain. M. De Somer dit avoir été trompé, des assurances lui ayant été données à cet égard. Cette dernière affirmation, reprise à longueur de colonnes par toute la presse flamande, est-elle simplement « la chose qui n'est pas », ou recèle-t-elle au contraire à tout le moins un fond de vérité suffisant pour que les Flamands voient dans le plan une véritable volte-face ?

Il existe trace d'une conversation entre un ancien ministre CVP et un curateur de la section française au cours de laquelle celui-ci a admis qu'une instance de la section française — il ne s'agit certainement pas des Doyens — avait acquiescé à un transfert progressif. Mais d'ajouter que de nouvelles demandes flamandes avaient entraîné un retrait de ces assurances. Ces nouvelles demandes, on peut l'imaginer, pouvaient concerner les conditions dans lesquelles se ferait le transfert, soit du point de vue du rythme, soit du point de vue financier.

Rappelons également que le sénateur Leynen (Tenax) écrit dans *Belang van Limburg* avoir vu dans l'installation du cyclotron à Ottignies, prévue *avant* la publication du plan d'extension, un signe tangible d'acquiescement à un tel transfert. Telle est également l'interprétation que donne de cette installation l'équipe de Trencavel, dans une correspondance avec M. De Visscher (20).

Dans le même sens, et de même que *Pan*, très proche du Premier Ministre durant la crise, *La Revue Nouvelle*, qui lui est au contraire hostile, juge, par la plume du même groupe (21), que les Doyens de l'UCL d'une part et certaines fractions du PSC wallon d'autre part, portent une large part de responsabilité dans le développement de la situation. L'explication proposée est, en substance la suivante. Aucun groupe n'a intérêt à une crise prématurée. Le CVP, partagé entre ses « durs » et ses « mous » attend le rapport du CNPS, prévu pour la fin février, et le projet de loi gouvernemental en matière d'expansion. La section flamande est surtout préoccupée par ses problèmes internes (répartition des financements du Fonds national de la Recherche Scientifique, nouvelles implantations en Flandre...). Mais, à la section française, il existe une contradiction fonctionnelle fondamentale entre un groupe « technocratique » nommé par l'épiscopat (il s'agit des services du proctorat et de l'administration générale) et le groupe des Doyens,

(20) *La Revue Nouvelle*, juillet-août 1968, p. 67.

(21) *Ibid.*, 15 mai 1968, *Pourquoi le gouvernement est-il tombé ?*

nommés à l'ancienneté par leurs collègues (ce dernier fait explique qu'à la faculté de droit, le professeur Lagasse, fédéraliste, ait pu succéder sans difficultés au professeur De Visscher réputé unitariste, et ce alors que le professeur Lagasse, à l'opposé de l'écrasante majorité de ses collègues, est, sur le fond favorable au transfert). Le premier groupe, depuis des mois, organisait le transfert, comme en témoignent non seulement l'affaire du cyclotron, mais encore l'achat de vastes terrains à Ottignies, les implantations à Woluwé, les plannings élaborés — toutes choses qui concordent mal avec les déclarations de M. De Visscher à *La Libre Belgique*, indiquant qu'il y aura refus d'implantations extérieures au cas où des garanties définitives ne seraient pas accordées. Toujours selon la même revue, les Doyens pouvaient légitimement se sentir écartés du processus réel des prises de décision engageant réellement l'avenir ; de plus comme la majorité des professeurs ils étaient sentimentalement attachés au maintien à Louvain. Le plan d'expansion émanerait surtout des Doyens, qui auraient pris de vitesse le « pouvoir technocratique », à la fois pour exercer des prérogatives qu'ils estimaient leurs et pour marquer le coup à l'égard de la section flamande après l'affaire de la « Sedes ». Par ailleurs, nous l'avons déjà dit, il existait au PSC wallon un groupe, formé à l'occasion de la discussion sur le budget des travaux-publics et qui recherchait le « distancement » pour les raisons déjà indiquées. Ce groupe, favorable à une négociation globale du contentieux communautaire, a pu sauter (sans qu'il faille imaginer une concertation préalable) sur l'occasion fournie par les déclarations de M. De Visscher et la publication du plan d'expansion. Il y a pratiquement coïncidence entre celle-ci et le raidissement du PSC francophone de Bruxelles en matière linguistique.

Cette hypothèse explicative peut paraître séduisante, sans qu'on juge nécessaire de suivre les commentaires de *Pan* selon lesquels MM. De Visscher et Persoons préféraient l'affrontement aux dernières chances d'apaisement et de maintien, et ce pour des raisons politiques, le vice-président du conseil académique étant donné comme libéral. On peut tout aussi bien admettre l'erreur de calcul de la part de personnalités qui entendaient défendre la section française avec les moyens qui étaient à leur portée.

Il est juste de dire que M. De Visscher a démenti cette interprétation, et a réaffirmé (22) l'unité de vue existant entre les autorités nommées par l'épiscopat et les Doyens, sans nier cependant « *la diversité de leurs tempéraments et de leurs conceptions sur le plan de la tactique* ». D'autre part, cette éventuelle responsabilité, si elle a peut-être précipité le dérou-

(22) *Ibid.*, numéro de juillet-août, p. 65.

lement de la crise et son émergence au plan politique, n'en est pas à l'origine, celle-ci venant de bien plus loin, comme on l'a déjà dit.

5. Conclusions.

Que restera-t-il de la journée du 7 février ? A bien des égards, on peut parler d'une véritable journée des dupes.

Contrairement aux espoirs des Doyens et du PSC wallon, il existe une majorité parlementaire pour voter le transfert, même si c'est pour des raisons tactiques. Ceci se marquera encore plus nettement après les élections.

Le CVP a été poussé plus loin qu'il ne voulait. M. Verroken joue le rôle de celui « qui n'a pas voulu cela ». Ici aussi les élections ne seront pas brillantes.

Le gouvernement a été victime de ses attitudes trop longtemps temporisatrices. La trêve linguistique lui est rentrée dans la gorge.

Le SVB a obtenu la chute du gouvernement (23), mais on ne peut, tout au moins à court terme, dire qu'il ait obtenu des progrès sur le plan d'une université « pluraliste et démocratique ». Il y eut récupération partielle par le mouvement nationaliste. Les travailleurs n'ont guère suivi. Dans des conversations ultérieures, dans le cadre de l'assemblée libre de l'ULB, Paul Goossens se montrera amer. Seule la section française est abaissée. Le pouvoir des « nouveaux messieurs » de la section néerlandaise sort, à court terme toujours, pratiquement intact de la crise.

Le PLP enfin, s'il a formulé des espoirs, ne les a pas davantage réalisés, pas plus que le PSB.

Pendant, au lendemain des élections, plus personne n'oserait parier un franc sur les chances de maintien à Louvain de la section française, ce à un tel point que des étudiants francophones, le sort en étant jeté, paraissent plus réceptifs à la contestation préconisée par le SVB. Par ailleurs la crise, tant au niveau de l'opinion que des résultats électoraux, a témoigné d'un accroissement des oppositions communautaires et d'un progrès du processus de fédéralisation. La Flandre a appris à user de liberté à l'égard des structures ecclésiastiques. Le PSC reste fort ébranlé, les catholiques wallons ont perdu leur confiance à l'égard du « grand frère »

(23) C'est le premier cas de ce genre dans l'histoire du mouvement de contestation universitaire. Raisons probables : existence d'une crise antérieure au mouvement (ce qui n'était véritablement le cas ni en Allemagne, ni en France) ; existence de relais en direction des fractions de l'opinion ressentant cette crise (il y a eu jusqu'à un certain point un relais dans le cas de la situation française mais pas de crise pré-existante), par contre aux USA, malgré les crises raciales et vietnamiennes, le monde étudiant est resté isolé dans ses campus ; enfin existence de relais sur le plan de la structure politique, ce qui n'a vraiment existé nulle part ailleurs.

et l'avenir des replâtrages n'est pas certain. De nouveaux partis voient leurs forces grandir. C'est peut-être tout le système du « *verzuiling* » (24) qui fondait la Belgique unitaire qui est aujourd'hui en train de s'effriter, sinon de s'écrouler.

L'évolution en faveur d'une refonte radicale de l'Etat sort donc renforcée de la crise, même si le fédéralisme ne s'incarne pas encore dans un projet positif, même si beaucoup peuvent croire — un peu rapidement selon nous — qu'il ne peut déboucher sur rien d'autre que le séparatisme.

Il reste cependant au moins deux cartes que le système n'a pas encore jouées.

La première est la constitution d'un « grand parti national », comme de multiples rumeurs s'en font l'écho dans de nombreux journaux tout au long de l'année 1968. Faut-il le dire, le nom de M. Vanden Boeynants est associé à l'hypothèse. Encore faudrait-il qu'une pièce, bien malade il est vrai, du système — le PSC — accepte de se sacrifier sur l'autel du système lui-même. Jusqu'où ira l'esprit d'abnégation ?

La seconde est l'hypothèse d'une deuxième guerre scolaire, au niveau universitaire cette fois, conflit propre à recimenter les « piliers » de la société politique. Les milieux laïques et le SVB en ont vu l'amorce dans le memorandum des évêques et dans la « note » qu'ils ont présentée malgré leur désaccord (25). Reste à voir si cette dernière hypothèse ne sous-estime pas les progrès de la déconfessionnalisation.

Annexe : l'idéologie du SVB

Tract distribué par le SVB, à Bruxelles, et publié par *La Libre Belgique* du 31 janvier 1968 :

Travailleurs, depuis deux semaines un combat se développe à Louvain et s'étend petit à petit dans toute la Flandre. Pourquoi les étudiants de Leuven se battent-ils ?

La plupart de vos enfants n'arrivent pas dans l'enseignement supérieur.

Les étudiants issus de la classe ouvrière trouvent dans l'enseignement universitaire une atmosphère de paternalisme et l'on s'efforce de leur inculquer un sentiment de supériorité vis-à-vis des travailleurs afin d'en faire des futurs cadres de la bourgeoisie. Les universités apparaissent de plus en plus comme des universités de caste, réservées à la formation des cadres de la haute bour-

(24) Le terme se réfère à l'existence de grandes familles idéologiques, appuyées sur des réseaux d'institutions qui leurs sont propres. Cf Val R. LORWIN, *Conflits et compromis dans la politique belge*, Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 323, 10 juin 1966.

(25) Pendant la campagne électorale des déclarations opposées de MM. Vanden Boeynants et Simonet, sur l'installation d'éléments de la section française à Bruxelles, iront également dans ce sens.

geoisie, tandis que les autres centres universitaires sont développés essentiellement comme des grandes écoles de formation professionnelle.

Pour quels objectifs les étudiants luttent-ils à Leuven ?

Ils veulent un enseignement supérieur démocratisé : ouvert en priorité aux enfants des travailleurs flamands et francophones. Un enseignement dans lequel on reconnaisse les droits politiques et syndicaux des étudiants pour lutter contre l'autoritarisme des « autorités académiques » bourgeoises et leur mentalité réactionnaire. Ils veulent combattre tous les aspects de la politique universitaire qui vise à séparer les étudiants des travailleurs.

En particulier ils combattent une politique de développement de l'enseignement universitaire qui maintient les étudiants éloignés de leur peuple, sous la coupe du cléricanisme et de la bourgeoisie. C'est cela la signification qu'ils donnent à leur lutte pour le départ de la section francophone de l'Université catholique de Leuven, et la fin du contrôle de l'alliance du Haut Clergé et du Capital sur l'enseignement universitaire.

Ils veulent que la solution à apporter aux relations entre les communautés soit le fédéralisme dans les domaines économique, politique et culturel. Un fédéralisme qui sera obtenu par la lutte de la classe ouvrière et non par la lutte basée sur la « solidarité » linguistique des classes moyennes.

Pourquoi cela n'est-il pas possible sans lutte ?

Parce que les puissances capitalistes belges, regroupées à Bruxelles, et leur gouvernement placent leurs intérêts au-dessus des vôtres. Ce sont eux les responsables des 100.000 chômeurs, de la vie chère et des augmentations de prix, des fermetures d'usines, de l'augmentation des impôts. Ils ont besoin de gendarmes, de lois sur le maintien de l'ordre, de « lois uniques » et d'autres pouvoirs spéciaux pour continuer à opprimer les travailleurs, les paysans et les étudiants.

Les étudiants de Leuven se battent comme vous contre les grandes puissances capitalistes. Ils sont victimes de la même répression de la gendarmerie et de la justice bourgeoise. Ils luttent pour un enseignement démocratique, pour le fédéralisme, contre l'Etat unitaire et les forces réactionnaires.

Ils vous assurent de leur soutien dans votre combat pour un monde plus humain.

Face à cet appel, les organisations syndicales étudiantes ont décidé d'organiser une première action en coordination avec les étudiants de Leuven, sur les mots d'ordre suivants :

« Libération inconditionnelle et immédiate du dirigeant SVB Paul Goossens et des autres étudiants arrêtés ! A bas les méthodes de terreur de la gendarmerie ! Liberté politique et syndicale pour les étudiants dans leurs établissements ! Fin de la discrimination entre l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire ! A bas l'alliance du capitalisme et du cléricanisme au gouvernement et dans l'enseignement supérieur ! Leuven flamand ! Fédéralisme ! ».

